

rouge

hebdomadaire d'action communiste

**O.R.T.F. - NON A LA
PRIVATISATION!**



QUELLE RENTREE?

Le nouveau gouvernement mène à grand tapage son opération nouveau style et séductions. Avec des arrières-pensées électorales, probablement. Pour réduire un minimum la dangereuse fracture sociale exprimée par les élections, certainement. Il doit en tout cas gagner du temps. Car, comme l'écrit l'éditorialiste du patronal « Entreprise » : « ... les Français seront, bientôt, plus sensibles au maintien de leur emploi qu'à la simplification du protocole ou aux innovations spectaculaires de l'Elysée ».

En effet, le chômage menace. Dès l'automne, et à coup sûr pour 1975. Or, les luttes de Lip et de Rateau ont démontré que la classe ouvrière n'était pas disposée à laisser attaquer sa sécurité d'emploi. La riposte aux tentatives de licenciements collectifs a été énergique. C'est un avertissement.

Pourtant les entreprises ne manqueront pas de répercuter sur les travailleurs le petit effort que leur demande le plan Fourcade. Comme le dit le PDG Jacques Borel : « Nous sommes condamnés à un peu plus de productivité ». Reste à savoir si les salariés acceptent des salaires qui piétinent, des cadences qui s'accroissent, le tout agrémenté de licenciements collectifs.

Quelle rentrée ?

C'est la question que beaucoup se posent. Les patrons les premiers. Et le même numéro d'« Entreprise » consacre six pages sur ce thème à deux interviews parallèles de Maire et de Séguy.

A la question : quelles sont, à votre avis, les échéances prioritaires, Maire répond : « Dans les jours qui viennent, nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de mener des actions généralisées de grande ampleur tant que les décisions annoncées ne seront pas prises. C'est au gouvernement d'agir, il n'y aura donc pas d'actions prématurées ». Il envisage tout au plus une « activité syndicale très importante » et « des actions au niveau local ou professionnel ». Bref, on revient en-deçà du « feu roulant d'actions » dont il était question entre le 6 décembre et la mort de Pompidou. Ce n'est que dans quelques mois que se poseront les grands problèmes de politique générale. Cela veut-il dire qu'en attendant l'important se passe au niveau de la restructuration de la gauche et que l'activité syndicale est mise en attente des prochaines offensives électorales ? On serait en droit de l'interpréter ainsi.

D'autant plus que Séguy annonce plus clairement son hypothèse de travail : l'espoir d'élections législatives anticipées. A la question : croyez-vous à une victoire de la gauche ? Il répond : « Oui ! Et même sans attendre les échéances électorales prévues par le calendrier. Les conditions de cette victoire pourraient surgir d'une situation créée par la vie et le mouvement. Mais, en toute hypothèse, je considère qu'un changement de cette importance devrait recevoir l'approbation du suffrage universel ».

A part la volonté de négocier, il ne ressort de tout cela aucune perspective d'ensemble. Or, si l'on balaie la poudre aux yeux gouvernementale, l'arriéré social est loin d'être réglé. Même l'augmentation du SMIC montée en épingle reste inférieure en pouvoir d'achat à ce qu'elle était l'an passé.

Sur le salaire minimum, Séguy et Maire se sont livrés à une vigoureuse gymnastique passant de 1200 F à 1500 F avant la mort de Pompidou, pour revenir à 1200 F pendant la campagne par souci de laisser les mains libres à Mitterrand, et finir par remonter à 1300 F pour devancer sur le poteau les mesures de Giscard. Pourtant, face à la montée des prix, les 1500 F sont bien un minimum ! Et ils ne suffiront bientôt plus !

Mais, face à la course des prix, il faut encore imposer l'échelle mobile des salaires et pas sur la base de l'indice gouvernemental, mais sur la base de l'indice syndical et non d'un indice qui doit, dit Séguy, « faire l'objet d'une négociation ».

Face à la menace de chômage et d'augmentation des cadences, il y a encore l'exigence de la semaine de 35 heures pour tous, sans diminution de salaires.

Il s'agit là de préoccupations communes à l'ensemble des travailleurs qui ne trouveront satisfaction que par la centralisation de leurs luttes, débouchant sur un mouvement d'ensemble dont il faut avancer dès maintenant la perspective.

L'importance des problèmes posés, l'ampleur des luttes à venir, la force de l'aspiration unitaire parmi les travailleurs rendent nécessaire un instrument de lutte unitaire et démocratique. La question de la fusion syndicale doit être posée. Sur ce point, comme sur les luttes, Maire et Séguy ne définissent pas de perspectives sur lesquelles se battre ; ils énoncent des pétitions de principe et des commentaires prudents. Séguy affirme que la CGT « a combattu pour l'unification syndicale » et que « le jour où nous réaliserons l'unité syndicale, le taux de syndicalisation augmentera de 100 % ». (Mais ces vœux pieux ne sont assortis d'aucune proposition concrète immédiate d'assemblées intersyndicales à la base pour discuter des revendications, de listes communes aux élections professionnelles par exemple.

Quelle rentrée ? La tactique de Maire et de Séguy est suspendue aux espoirs électoraux de l'Union de la gauche. Elle n'engage pas le fer avec le patronat et le gouvernement. En nous battant pour des luttes d'ensemble sur les revendications pressantes, en posant en pratique des jalons pour la fusion syndicale, nous devons entr'ouvrir une autre voie.

VIENT DE PARAÎTRE

Une brochure des sections syndicales CFDT sur la grève de Pechiney Noguères, un des conflits les plus durs et les plus importants de l'été dernier, qui s'est engagé sur le problème des classifications. Une lutte où le patron a préféré saboter son propre outil de travail plutôt que céder aux revendications ouvrières.

Les commandes peuvent être envoyées, accompagnées de 5 F à François MENDIBURU 8 rue Pic d'Anic 64150 MOUREUX

communiqué QUI SE NOURRIT DE LA FAMINE ?

2500 personnes ont participé aux « SIX HEURES POUR LE SAHEL » dimanche 16 juin, à la cartoucherie de Vincennes. Cette journée d'action était la première manifestation du Comité Information Sahel qui se propose de faire connaître les causes réelles, économiques et politiques, de la famine actuelle et de souligner les responsabilités, à travers les gouvernements locaux, des puissances impérialistes. Toute la journée, dans la salle principale de 600 places, des exposés portant sur les aspects historiques, la climatologie, la situation actuelle, l'organisation de l'aide et les projets d'investissement, l'idéologie du développement, les formes de résistance et de lutte ont alterné avec des spectacles africains tandis que dans une autre salle des films étaient projetés et que dans la cour plusieurs séries de panneaux explicatifs étaient à la disposition du public. Après cette manifestation, le comité entend intensifier son action et appelle tous ceux qui veulent apporter leur soutien à la lutte des peuples du SAHEL à prendre contact avec lui ; prochaine réunion de travail jeudi 4 juillet à 19 h (fac de Jussieu, tour 45)

SOUSCRIPTION

SOLDE ANTERIEUR	161 424,19
Diffuseurs TOURS	300,00
BEAUVAIS	102,00
Diffuseurs METZ	452,70
Diffuseurs MULHOUSE	500,00
Comité Rouge LE HAVRE	30,00
CR JUSSIEU-SCIENCES	80,00
CR PARIS 12 ^e	645,00
CR CHU-PITIE	10,00
Diffuseurs PAU	46,20
MONTPELLIER	180,00
NICE	66,00
Lycéens TOURS	103,00
Hôpital TOURS	30,00
Travailleurs métal-lurgie TOURS	436,00
LE HAVRE	100,00
Diffuseurs EVREUX	1300,00
LYON	192,00
Diffuseurs SNCF	
PARIS-LYON	190,00
Diffuseurs EAUBONNE	630,00
Diffuseurs LORIENT	50,00
B.J.-GANDELU (Aisne)	200,00
J.-M. S. CHARLEVILLE	50,00
MARSEILLE	650,00
GRENOBLE	270,00
R. T. GRENOBLE	30,00
Sympathisant Place des Fêtes, PARIS 19 ^e	50,00
AUXERRE	336,50
C.A. CHATEAUVILLAIN	50,00
ROUEN	958,00
J.-P. O. sympathisant Groupe Taupé Santé de RENNES	400,00
AFPA ANGERS	70,00
Diffuseurs ANGERS	83,60
Travailleurs de la Fonction Oubliée TOURS	172,00
Etudiants TOURS	30,00
Taupé Rouge CET Région Parisienne	140,00
Taupé Rouge CET ENNA NORD	116,00
TOTAL	170 372,49



mouvement ouvrier. La justice, s'opposant au parquet, libérait d'abord Krivine, puis Récanati, tandis que Rousset se voyait infliger une peine symbolique de prison. Un échec qui, ajouté aux écoutes et à la lamentable affaire du Canard Enchaîné, allait sonner le glas d'un simple valet qui avait cru devenir puissant.

L'exécutant disparu, la politique garda et garde toujours pour seul et unique but, la prévention d'un nouveau Mai 68.

LA POLITIQUE DU CAMELEON

La tâche de Ponia s'est donc avérée ardue. Il fallait colmater les brèches ouvertes par cet obsédé de Marcellin. En premier lieu ressouder la police et réamorcer une lune de miel avec le public.

D'où les opérations ratissage mi-juin et plus récemment, il y a une semaine. Axant sa politique sur la lutte contre le banditisme le prince de l'argouse prétend rétablir les matraqueurs d'hier dans leur tâche initiale : la protection. Mais pour ne pas trop s'avancer, Ponia précise son objectif : le maintien de l'ordre. Une telle formule permettra demain de tourner le gourdin vers le mouvement ouvrier sans renier le passé.

Même attitude pour les écoutes : il proclame à corps et à cri qu'il les supprime. La preuve ? il en a été victime lors de l'ère marcellinesque. Seulement voilà : tous les témoignages concordent, si les doubles des archives ont bien été brûlés, les originaux sont précieusement conservés à toutes fins utiles. Quant aux écoutes proprement dites, jusqu'à nouvel ordre, les bâtiments GIC n'ont pas été détruits et les installations restent.

Quant aux effectifs de police, ils seront renforcés dans les mois qui suivent. Les brigades spéciales ne seront pas dissoutes. Il faut préparer un automne qui risque d'être chaud.

Cette poudre aux yeux, cette esbroufe, c'est aussi la loi d'amnistie. Car si elle lave totalement les ex-OAS, « ces soldats perdus et idéalistes » comme les nomme Lecanuet, elle ignore l'extrême-gauche. En effet sont amnistiés ceux qui étaient poursuivis pour reconstitution de ligue dissoute. Merci bien, seulement jusqu'à maintenant tous les militants poursuivis après le 21 juin le sont soit pour infraction à la loi anticasseurs soit pour infraction à la législation sur les armes, donc, théoriquement, toujours poursuivis.

Même tabac vis-à-vis des travailleurs immigrés. L'ordre d'expulsion de deux travailleurs immigrés est supprimé, mais la racine du mal, la circulaire Fontanet-Marcellin est co-servée précieusement.

Cette roublardise montre quelle confiance le gouvernement accorde à l'avenir. On a rangé l'arsenal, mais on l'a graissé afin de pouvoir rapidement le ressortir.

Pour Ponia comme pour Giscard, c'est l'heure des caméléons. On se travestit en social en gardant la matraque derrière le dos.

DU SYNDICALISME POLICIER AU 21 JUIN

La police est dominée, en grande majorité, par les autonomes qui se disent volontiers apolitiques. Cet apolitisme vola en éclat lorsque Marcellin enferma les flics dans un rôle répressif. Une tendance de droite se dégagait sur le thème : « la rue à la police ». Dans un même temps les indépendants, extrême-droite favorisée par Marcellin atteignaient 19 % en 71.

A gauche, la CFDT et surtout la CGT virent leurs effectifs grossir. Breton, dirigeant CFDT paya le soutien à Lip de son syndicat par son licenciement dénotant l'inquiétude du ministre quant à la progression de ces partisans du droit de grève et de la classe ouvrière.

La police en 73, était à ce point défaillante que l'armée peu à peu s'y substitua. La gendarmerie devint opératoire tandis que les renseignements sur « l'ennemi intérieur » s'accumulaient au Fort de Rosny sous-Bois.

Le 21 juin allait être l'occasion pour Marcellin d'une tentative de reprise en mains de ses troupes au moral défaillant.

A la lumière du meeting fasciste du 9 mars 71 au Palais des Sports, le ministre de l'ordre savait que l'extrême-gauche ne reculerait pas devant ses devoirs anti-fascistes. Le 9 mars, Monatte avait déploré que les forces de l'ordre protégeaient des fascistes. Pour Marcellin, il fallait mettre les autonomes dans une position difficile. Pour ce faire, tous les moyens furent bons : la brigade avec laquelle s'affrontèrent les antiracistes était à majorité composée d'indépendants, n'avait aucune expérience, disposait de faux renseignements et pour finir, était mal armée. Résultat : 16 blessés dont deux gravement. Dans les jours qui suivirent, les indépendants émirent sur les ondes de la police des messages réclamant vengeance. Autant de faits dévoilés une semaine plus tard par Monatte et la CFDT au grand dam de Marcellin.

Durant les vacances d'été, les événements prouvèrent à quel point le ministre de l'Intérieur s'était trompé dans ses estimations. La dissolution de la Ligue avait provoqué un mouvement de solidarité sans précédent dans le

Police

LA POLITIQUE DU CAMELEON

Il y a un an, sur la demande de Marcellin, ministre de l'intérieur, le gouvernement décidait la dissolution de la Ligue Communiste. Dans les jours qui suivirent cette mesure, le maire de Vannes devait préciser le fond de sa pensée en une formule lapidaire : « Et s'il faut arrêter des centaines de petits Krivine, nous arrêterons des centaines de petits Krivine ». Avec la manifestation anti-fasciste du 21 juin, Marcellin espérait achever les deux tâches qui l'obsédaient depuis des années :

— Mettre un baillon sur la bouche des révolutionnaires.

— Ressouder une police qui n'en finissait pas de se fissurer, en donnant un sérieux coup de pouce à son aile fascisante.

Erreur sur les deux plans : Monatte, secrétaire général de la Fédération autonome de la police, dévoilait les manœuvres de Marcellin démontrant que tout avait été fait, le 21, pour que les policiers se trouvent dans une position intenable place Monge.

La dissolution de la Ligue Communiste soulevait une indignation générale dans le mouvement ouvrier, traduite dans les faits avec le meeting du Cirque d'Hiver organisé par le PCF, le PS, la CFDT, la CGT, et l'extrême-gauche.

Quelques mois plus tard, cette grave erreur d'appréciation devait peser lourd quant au renvoi de celui qui pendant 5 années avait porté le titre de ministre des flics.

Pour la police, mai 68 s'était soldé par un constat de faillite. Mal entraînée, mal encadrée, elle n'avait pas su remplir efficacement le rôle qui lui était dévolu : chien de garde du capitalisme. Un homme fut choisi par la bourgeoisie pour remettre sur les rails ce pilier de la société : Raymond. En un an, il en fit un

instrument redoutable et efficace. Cette toute puissance n'alla pas sans bavures : brutalités (Deshayes, Jaubert), divorce avec la population. Début 71 : la police descendit dans la rue pour s'expliquer. Au congrès d'Evian, les autonomes menacent d'occuper Matignon.

PRISONS

Mohamed Limane était algérien. Il avait dix-neuf ans. Incarcéré pour vol à la prison de Gradignan, il avait il y a deux semaines tenté de se suicider. On aurait pu le soigner, le sortir de son isolement, bref tout faire pour que le jeune détenu ne recommence pas son geste. Mais c'est là trop demander au système pénitentiaire. Cela ne peut être que de la simulation.

Mohamed a recommencé et hélas réussi. Le 23 juin, il s'est pendu dans sa cellule.

La sinistre prison de Gradignan tend à concurrencer Fleury sur le plan des décès. Le 9 novembre 1973, un autre mineur lui aussi d'origine algérienne, âgé de 15 ans, avait mis fin à ses jours simplement parce qu'à cet âge, plus encore qu'à tout autre, être enfermé entre 4 murs paraît inhumain. Pour ces deux jeunes, les belles promesses de Giscard, le vote à 18 ans (mais il est vrai qu'ils étaient immigrés) ne voudront jamais rien dire. Ils faisaient partie de ce gibier que le prince Ponia et ses rabatteurs se font fort de mettre à l'ombre afin de protéger l'honnête homme.

O.R.T.F. : LES GRANDES MANOEUVRES

« C'est le chaos », « Impasse à l'ORTF », « Le gaspillage effarant de l'ORTF », « France-soir », « le Parisien libéré » et d'autres rivalisent d'adjectifs et de superlatifs.

Sur la grève des techniciens de diffusion de l'ORTF (qui revendiquent le maintien du pouvoir d'achat, un statut du personnel) s'est greffée une campagne d'intoxication sans précédent menée par le pouvoir et la presse aux ordres. Objectif : faire passer la pilule de la privatisation de secteurs entiers de l'Office. Le procédé est simple : les grèves, les gaspillages, (« révélés » par une commission de l'Assemblée nationale dont le rapporteur est le républicain indépendant Chinaud) tout ça c'est de la faute à une machine trop lourde et trop complexe parce que monopole d'Etat. Des sondages, effectués comme par hasard en pleine grève, tendent à faire croire que 68 % des Français sont favorables à la privatisation de l'Office (« France-soir » du 21 juin).

Cette campagne, et les décisions que prendra le Conseil des ministres du 3 juillet consacré à l'ORTF, sont l'aboutissement d'un long processus entamé sous Pompidou. Il s'agit de démanteler l'Office : tout en gardant le monopole de la diffusion et de l'information, indispensables pour sa propagande, l'Etat bourgeois accorde au privé une part importante de la production permettant ainsi la réalisation de profits considérables.

On pourrait faire l'histoire de la V^e République à travers celle de la télévision : à la centralisation politique de l'Etat fort, la télé permettait de faire correspondre la centralisation et le contrôle absolu de l'information. Douze millions de récepteurs en service en 69, contre un million en 1958 !

la grève ? les travailleurs
n'ont qu'un monde à y perdre,
ils ont une 4^e chaîne à
y gagner !



Après mai 68, après le départ de de Gaulle, la bourgeoisie commence à envisager une rationalisation et une modernisation de l'Office, parallèles aux efforts accomplis dans le même sens dans l'industrie. Il s'agit de conserver le strict contrôle idéologique de l'appareil tout en y introduisant les mécanismes de la concurrence capitaliste. Pompidou a commencé le travail. Giscard son successeur direct semble bien décidé à l'achever.

Les travailleurs de l'Office sont les premiers à faire les frais de l'opération : licenciements, augmentations des cadences, stagnation des salaires. En butte à une répression permanente, soumis à la censure incessante, ils voient leurs mouvements revendicatifs se heurter à l'intransigeance gouvernementale quand ce n'est pas aux tentatives de récupération, comme le montre l'opération en cours. Denis Baudouin, principal instigateur de la tentative de privatisation d'une des chaînes de l'Office, déclarait sans rire à « L'Express » du 24 juin : « Les grévistes scient la branche qui les soutient. Mais depuis quelques temps, ils ont acheté une scie électrique. De pareilles grèves sont suicidaires ».

Face à l'intox de la presse et du pouvoir, face aux tergiversations des directions syndicales (la CGT a au départ condamné le mouvement des T2, laissant les techniciens s'isoler dans leurs seules revendications catégorielles et leur refus corporatiste de populariser leur action), nous devons affirmer au contraire un soutien sans équivoque aux travailleurs de l'ORTF en lutte. Parce que la dynamique de leur action dépasse toujours les mots d'ordre initiaux, mêmes catégoriels, et contribue à scier une branche, bien réelle celle-là : celle des intérêts rapaces du capital.

Parisien
libéré
LE PREMIER QUOTIDIEN FRANÇAIS

BOB
ZANEL

Alors que
la grève
s'est
encore
"durcie"
hier...

SEVERES CRITIQUES
DE LA GESTION
DE L'O.R.T.F. dans les
30 propositions

Le service de la télévision n'a été pas des meilleurs. Malgré l'engagement des uns...
...l'absence de moyens... Le démantèlement des centres de la production des programmes...
...la baisse des salaires... pour certains éléments.

Merveilleux de courage, mal tombé de son accident

JEAN RICHARD SFRA IF

L'AURORE

O.R.T.F. : LA PAGAILLE
DE NOUVEAU AUJOURD'HUI ?

GISCARD :
Non, pas de

Les syndicats, même en matière de revendications générales, décident si la grève, sous réserve possible de son succès, doit représenter un vote.

s'ils le disent...

Philippe Bouvard

« Si l'on veut faire de la télé en France, il faut travailler pour l'ORTF. On ne peut pas dire je vais aller ailleurs. Je ne souhaite pas casser la cabane qui m'abrite actuellement, mais je pense qu'une chaîne privée ferait jouer cette concurrence ».

« Certains pensent qu'il faut agir comme à l'Opéra de Paris : mettre la clé sous le paillasson, licencier tout le monde et réengager sur des bases nouvelles. Ils n'ont peut-être pas tout à fait tort ».

J. Chancel

« J'estime qu'un producteur — libre comme je le suis — n'a pas le droit de se plaindre, de faire de la crise un autre alibi. En ce domaine de création artis-

tique, nous avons nos problèmes comme partout, mais nous devons les régler et ne point les imposer au téléspectateur qui attend, lui, seulement un programme »

Armand Jammot

« Il y a enfin peut-être un autre remède, que tout le monde évoque : la création d'une chaîne privée ».

Guy Lux

« J'ai entendu un jour mon grand-père dire qu'il était préférable quand une maison se lézarde de l'abattre et de la reconstruire, plutôt que de la réparer de l'intérieur ».

(Déclarations au
« Journal du dimanche »
du 23 juin

La grève

Le projet de démantèlement de l'office ne date pas d'hier, les luttes des travailleurs non plus. Depuis quatre ans toutes les initiatives gouvernementales ont visé à mettre en place les conditions de la privatisation et, à chaque fois, les travailleurs de l'Office, ont tenté de répondre aux diverses attaques contre l'unité de l'Office, contre la dégradation des conditions de travail, contre l'anarchie entretenue de la gestion, contre les licenciements. En automne 72 déjà, tout le secteur de la production menait une grève de trois mois contre la mise en place des régies. Mais la mobilisation des personnels a été freinée par les divisions catégorielles auxquelles s'ajoute la division syndicale, de sorte que les batailles sont désordonnées et fragmentaires, laissant souvent la place à la démoralisation. Ainsi, rien que pour cette année :

- Face aux licenciements massifs des occasionnels, la grève générale du 6 novembre limitée à 24 heures, malgré la volonté de lutte exprimée par les AG.
- les grèves tournantes de février, catégorielles, furent entravées par une grève de 24 heures intersyndicale. Les AG, qui auraient permis un élargissement, ne furent même pas réunies.
- lors de l'entrée des flics à la Maison de la Radio à l'occasion d'une mobilisation contre le licenciement d'un délégué syndical, aucune riposte ne fut organisée malgré la mobilisation exprimée par la base.

C'est dans ce climat de combativité réelle, mais aussi de découragement entretenu par la chappe de plomb bureaucratique de l'intersyndicale qu'éclate la grève des A2 et des T2, et que la direction se sent assez forte pour accélérer encore le démantèlement.

LA GREVE DES T2 ET DES A2

Le secteur des techniciens de diffusion T2 et des agents administratifs A2 est relativement peu menacé par le démantèlement, mais les revendications avancées :

- adaptation des échelles de la grille de salaires de ces catégories, pour supprimer les disparités
- promotion plus rapide à l'intérieur de cette grille

étaient annoncées depuis fort longtemps par la FSU, principal syndicat dans ce secteur. La direction refusait d'en discuter, car l'enveloppe budgétaire était trop limitée. Ainsi, à travers le déficit artificiel de l'Office, le projet de démantèlement est bien à l'origine de ce conflit.

Mais au delà du caractère limité, sectoriel, à la limite corporatiste de la revendication (refus de mettre en cause l'ensemble de la grille des salaires, refus de populariser la lutte), cette grève a joué un rôle de détonateur du fait de plusieurs caractères nouveaux de cette mobilisation :

- grève dure, de durée illimitée dès le départ, reconductible régulièrement en AG en fonction des résultats obtenus (la grève a duré 26 jours au total).
- Election d'un comité de grève qui participait aux négociations. Même si ce comité était en partie manipulé par les bureaucrates de la FSU, il montrait bien la combativité et la volonté des grévistes de prendre eux-mêmes en charge leur lutte.

Cette combativité nouvelle, jointe à la politique de refus systématique de négocier de Marceau Long et à la tentative d'utiliser ce conflit pour accélérer ce démantèlement, dont les décrets d'application étaient de toute façon prévus pour juillet (création des établissements publics), a donné à la grève des T2 une dimension nouvelle, malgré les grévistes eux-mêmes qui n'ont rien fait pour élargir leur mouvement. Bien que minoritaire et catégorielle, cette grève a opposé directement la politique du pouvoir et les syndicats de l'Office.

LES SYNDICATS DANS LA GREVE

La FSU a cherché d'un bout à l'autre à contrôler ce mouvement. A aucun moment, elle n'a réellement tenté de l'élargir en permettant que les revendications des T2 servent de point de départ à une lutte plus

DEFENDRE LE MONOPOLE ?

Se greffant sur la grève en cours à l'ORTF, la campagne en faveur du démantèlement va bon train : articles de presse, déclarations politiques, manœuvres de couloirs. Tout est fait pour mettre le public en condition et lui faire comprendre que monopole de l'ORTF égale le chaos financier plus les grèves.

Les syndicats de l'ORTF de leur côté réaffirment tous leur hostilité à une privatisation, même partielle, de l'ORTF. Et « L'Humanité » entreprend une vaste campagne de défense du monopole, pendant que le SNRT-CGT soutient que « par nature, il est en mesure d'être le carrefour d'une opinion démocratique et d'assurer la garantie de la qualité de la production, dans sa diversité et sa richesse ».

Défense du monopole contre démantèlement : l'alternative n'est pas si simple.

Le monopole d'Etat sur la diffusion date du 23 mars 1945 : par une ordonnance, de Gaulle révoque toutes les autorisations de diffusion en France et dans les colonies accordées précédemment aux postes privés.

Plus tard, le monopole de la diffusion n'ayant plus de sens (Luxembourg, Europe 1 ou Radio Monte Carlo émettant depuis la périphérie), l'Etat fort épure sa définition du monopole en transférant le caractère exclusif à l'information. C'est, sous de Gaulle encore, l'ordonnance du 4 février 1959 qui transforme la RTF « en établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, doté d'un budget autonome et placé sous l'autorité du ministre de l'Information ».

LE DEMANTELEMENT : UN VIEUX PROJET

Mai 68 porte un coup très sérieux à l'ORTF. Symbole et instrument de l'Etat fort,

général sur la grille des salaires : des grèves de solidarité ont certes été déclenchées par la FSU, mais à aucun moment elles n'ont abouti à élargir la plateforme revendicative pour transformer la solidarité en une lutte commune de tous les secteurs sur des revendications cohérentes.

La CFDT, ralliée à la grève de solidarité, n'a pesé d'aucun poids dans la généralisation du conflit.

C'est à la CGT donc, que revenait surtout la responsabilité de l'élargissement, décisif pour l'avenir de la lutte. Son comportement a été la caricature des contradictions qu'elle subit :

- durant les quinze premiers jours, la direction du SNRT-CGT n'a pas hésité une seconde : elle a dénoncé les T2 comme des irresponsables, des poujadistes, des agents du démantèlement, au nom d'une « lutte générale contre le démantèlement » qu'elle refusait d'organiser. Elle a donc tout fait pour isoler encore plus les T2
- bien plus, alors que les personnels hors-statut (acteurs, réalisateurs, musiciens) se mobilisaient sur l'emploi et les salaires, au lieu de chercher à faire converger ce mouvement avec celui des T2, elle a préféré « suspendre » la grève prévue, sous prétexte qu'une augmentation de salaire avait été obtenue (en fait, même si les hors-statut ont gagné une augmentation de salaire, ils ont perdu quant à la garantie de l'emploi car ils n'ont rien obtenu concernant le volume des émissions en diminution constante).
- mais une telle politique ne pouvait durer éternellement. La base de la CGT, amenée à jouer dans les faits le rôle de « jaunes » a réagi : les comités locaux et les sections de base ont protesté ; certaines sections, comme le montage-magnéto, ont rejoint la grève de solidarité.

Dès lors, et avec le développement de la campagne gouvernementale sur la privatisation, la direction CGT a brutalement changé de politique : dans les derniers jours, les sections T2 CGT entraînent dans la grève, sans pour autant chercher à l'élargir à d'autres catégories mais, au contraire, pour prôner « de l'intérieur » la suspension du mouvement.

l'office n'a pas été épargné par la secousse et l'a même amplifiée dans une certaine mesure.

La première offensive date de 70-71, avec les rapports Paye et Riou. Le rapport Paye préconisait la création d'un holding de sociétés privées en un seul monopole de télévision, concurrentiel à l'ORTF.

Le rapport Riou préconisait, lui, l'établissement d'une concurrence entre les chaînes de télé, entre unités de production et ateliers de réalisation. En 1972, Grotteray et Le Tac souhaitent, dans un rapport à la Chambre des députés, la création d'une haute autorité « ayant seule autorité pour gérer le patrimoine audio-visuel » et qui serait un instrument de contrôle juridique « des techniques nouvelles dans lesquelles le secteur privé aura sa part ».

Enfin, en juin 72, est votée la loi Malaud qui organise l'éclatement de l'office en petites unités, pour faciliter l'entrée massive

toujours au nom de la « lutte prioritaire pour la défense du monopole ».

Ainsi, à travers les divisions catégorielles et les querelles syndicales, la direction de l'Office a pu obtenir le résultat escompté : les T2 sont restés relativement isolés, l'intox en direction du public a fait le reste : le mouvement est suspendu sans qu'une victoire décisive ait été remportée sur le plan des revendications.

POUR UNE GREVE GENERALE DES TRAVAILLEURS DE L'ORTF

Aujourd'hui pourtant, la grève des T2 n'a pas fini de porter ses fruits : elle a révélé à l'ensemble des personnels la possibilité et l'urgence d'une grève générale contre le démantèlement, face à l'offensive gouvernementale prévue pour le 3 juillet. Mais les directions syndicales qui ont poussé à la suspension du mouvement portent aujourd'hui une lourde responsabilité. En effet, pour riposter efficacement le 3 juillet, au lieu

d'arrêter la grève sous prétexte d'impopularité,

il fallait au contraire élargir le mouvement des T2, le populariser dans l'ensemble du personnel, entreprendre une contre-information à l'intention du public : c'est ainsi que la grève générale qui s'annonce aurait pu démarrer dans un contexte de combativité accrue. Arrêter la lutte pour repartir le 3 juillet dans un mouvement d'ensemble, c'est déjà préparer la démobilitation, la grève de 24 heures qui risque d'enterrer le mouvement.

L'offensive gouvernementale qui s'annonce sera sans doute décisive, il faut dire dès aujourd'hui que ce que nous préparons, c'est une grève générale reconductible pour nos revendications et non les classiques 24 heures de protestation.

- Maintien et amélioration du pouvoir d'achat
- Pas un seul licenciement, intégration des occasionnels
- Non à la récession
- Maintien du statut unique du personnel
- Non au démantèlement.

les syndicats de l'Office face au démantèlement

La Fédération syndicale unifiée (FSU) Syndicat « autonome et apolitique », elle est implantée principalement chez les techniciens de la diffusion, de la radio et chez les administratifs. Sa direction adopte un point de vue souvent corporatiste, elle défend ses propres adhérents dans son secteur d'implantation sans consulter, voire même en s'opposant aux autres secteurs.

Dans cette logique, comme la diffusion est le secteur le moins directement menacé par le démantèlement, Simonetti (secrétaire de la FSU) se bat-tait jusqu'ici pour une « bon démantèlement », plutôt que contre tout démantèlement.

C'est ainsi que la FSU, en novembre 73, a menacé de rompre l'intersyndicale si la grève générale contre le licenciement de 200 occasionnels l'épate décisive dans la mise en place du démantèlement était reconduite. Elle réussit alors à casser le mouvement.

Par contre, sur des bases sectorielles, ou pour obtenir des négociations sur des « contre-propositions sérieuses », elle a été menée à conduire des grèves dures, comme la grève actuelle des T2 et des A2, ou comme les grèves tournantes de janvier et de février.

Enfin la démocratie et l'animation de la vie syndicale semblent être des plus réduites à la FSU.

Le SNRT-CGT

Il est implanté sur tout dans les secteurs de la production film et vidéo (ouvriers des plateaux, assistants, décorateurs, monteurs, etc.)

Sa direction refuse globalement le projet de démantèlement de l'office dans

des capitaux privés. L'office est découpé en petits morceaux concurrentiels entre eux et naturellement concurrentiels avec le privé : 5 régies sont créées (régie de chacune des trois chaînes, régie de diffusion et régie de production).

Le système doit fonctionner simplement. Les régies de chaîne commandent des émissions au choix, soit à la régie de production, soit à des sociétés privées ainsi mises en concurrence directe. La régie de production doit même pouvoir fabriquer des émissions pour des boîtes privées : le pas est franchi, en juillet 72, le découpage de cette régie en trois (régie films, régie vidéo-fixe, régie vidéo-mobile).

Enfin, et plus important, à partir du moment où une régie est autonome, on peut facilement la faire passer au privé.

Ces mesures répondent à un double impératif pour l'Etat bourgeois :

- conserver le monopole de l'information et de la diffusion à des fins de propagande et de contrôle idéologique
- aider l'expansion capitaliste de la production télévisée, en permettant la privatisation d'une production porteuse de gros profits.

LA PRIVATISATION : UN ETAT DE FAIT

Sans même encore envisager la privatisation d'une ou plusieurs chaînes

COMME AU CHILI ?

La loi du 3 juillet 1972 qui régit le service national de la Radio-télédiffusion prévoit que des dérogations au monopole peuvent être accordées dans l'intérêt de la Défense nationale ou de la Sécurité publique.

Cela signifie-t-il que comme pendant le coup d'Etat au Chili, la bourgeoisie se prépare dès maintenant à utiliser des chaînes privées, financièrement assurées par le patronat pour organiser la contre-révolution ?

La démocratie bourgeoise est ainsi faite qu'elle prévoit tout.

une logique de défense du monopole : cela conduit invariablement à freiner les luttes sectorielles sur les conséquences du démantèlement au nom d'une lutte généralisée de tout le personnel pour la défense du monopole.

Plus, le maintien du monopole concernant l'ensemble des partis politiques, on remplace la lutte du personnel de l'Office par des pressions sur le Parlement en faveur de la démocratisation de la télé. On aboutit ainsi à la classique mobilisation-enterrément de 24 heures qui gaspille en pure perte la combativité de la base. Cette année, par exemple, le 6 novembre, le 13 février, peut-être le 3 juillet ?

La CFDT

Elle est très minoritaire à l'Office et, si la discussion y est plus facile, il s'agit plus d'un lieu de débat que d'un véritable syndicat : elle oscille entre le désir de se donner une image dure et combative et le projet de fusion CFDT-FSU mis en avant par la direction confédérale. Quoiqu'il en soit ses contradictions la paralysent presque complètement au point que le jour où ses délégués sont emmenés à Beaujon pour avoir protesté contre un licenciement, elle est incapable d'organiser la riposte.

Au total, la FSU accepte en théorie le démantèlement mais se bat, la CGT le refuse mais ne fait rien et l'intersyndicale demeure paralysée par ses querelles internes ! Ainsi, pour arriver à exprimer sa combativité, le personnel de l'ORTF doit d'abord gaspiller ses forces à dépasser les querelles bureaucratiques qui bloquent les luttes.

l'Etat facilitait l'entrée massive du privé à l'office. Près de 20 % des émissions sont aujourd'hui produites par des boîtes privées (Télécap, Télé-Union, Technisonor) qui les revendent à l'ORTF.

Les accords de coproduction que l'ORTF passe avec ces entreprises sont très défavorables.

D'autre part, tout un système de prestation de services est mis en place : des entreprises privées travaillent ou louent du personnel pour l'ORTF. Ainsi, une entreprise de montage, Paris Télévision, se fait payer le double de ce que coûterait le montage à l'ORTF. La plupart des émissions sont développées dans des labos privés. Des sociétés d'intérim louent un personnel à la journée.

ACHEVER LE PROCESSUS : LA CREATION D'UNE CHAINE PRIVEE

C'est là un vieux serpent de mer, remis à l'ordre du jour par l'offensive en cours pour le démantèlement.

Lorsque la troisième chaîne avait été créée certains avaient envisagé d'en faire une chaîne entièrement financée par des capitaux privés. Mais, devant les risques de riposte syndicale, et surtout parce que cette chaîne, la moins implantée en France, apparaissait comme peu rentable, on renonça provisoirement au projet.

Aujourd'hui, l'offensive en cours pour la privatisation d'une chaîne porte essentiellement sur la première, la plus écoutée en France. Ainsi, Denis Baudouin, délégué général à l'Information de Giscard, déclarait au « Figaro » le 24 juin :

« La plus intéressante (des propositions) consisterait à détacher l'une des trois chaînes existant actuellement, non pas la troisième mais la première, et à la placer sous tutelle d'une société du type SOFIRAD dans laquelle l'Etat détiendrait la majorité des capitaux, les sociétés



n'intervenant alors que comme des prestataires de services, afin d'alléger la charge de l'ORTF ».

Au même moment, et pour entretenir la campagne, Roger Chinaud (R.I.) fait au Parlement le rapport de la commission qui a étudié les comptes de l'office. On apprend que « les exemples du développement des moyens de fabrication vidéo et films et de la politique immobilière ont paru extrêmement préoccupants », « l'Etat ne compense que très partiellement les obligations de service public qu'il impose à l'office » et enfin que « le personnel se refuse, dans de nombreux cas, aux adaptations nécessaires ». Et toute la logique du rapport est de la même veine : il faut rationaliser, rentabiliser. On ne dit pas comment mais on laisse la porte béante devant la privatisation.

Giscard lui-même avait été évasif durant sa campagne électorale. Par contre, en 72, son frère s'était déclaré favorable à la création de chaînes indépendantes à capitaux privés associés à ceux de l'Etat ; et en 73, un député R.I. de l'Isère, Jean Boyer, préconisait la création de chaînes publicitaires indépendantes regroupées au sein d'un office placé sous tutelle de l'ORTF.

Il est donc tout à fait possible que du conseil des ministres du 3 juillet consacré à l'ORTF, outre la poursuite des mesures de rentabilisation déjà en cours, sorte la création d'une chaîne privée. Et les menaces sur la première chaîne ne servent peut-être qu'à faire passer la pilule d'une privatisation de la 2ème ou la 3ème.

DEFENSE DU MONOPOLE ?

Les partis de gauche, PCF en tête, véhiculent le mythe de la séparation radicale entre le « secteur privé » et le « secteur public ».

Les principales attaques de la gauche contre le pouvoir, se fondent non sur la critique de la nature même de l'appareil d'Etat, mais sur « sa détérioration par la mainmise des intérêts privés sur celui-ci et sur les formes d'étatisation bureaucratiques qui le brident et l'empêchent d'être conforme à sa définition : être au service du peuple » (notes et études d'Economie et Politique Février 73). Ce qui conduit le PCF à se présenter comme le champion de la défense du monopole de l'ORTF.

C'est un mythe que nous devons dénoncer : l'ORTF n'appartient pas aux travailleurs sous prétexte qu'elle restera un monopole d'Etat. Pas plus que Renault, pas plus que la SNCF. Faire croire qu'il est possible, en réformant le monopole de l'intérieur, de parvenir à une télévision au service des travailleurs, c'est un leurre. La décision que propose aujourd'hui une partie de la bourgeoisie ouvre la porte à la mainmise directe du privé sur l'antenne. Cela veut dire clairement que n'importe quel trust pourra monter à terme sa chaîne de télé et compléter l'intoxication gouvernementale par l'intoxication patronale. En ce sens, nous pensons que la défense du monopole est un devoir élémentaire de défense des acquis du mouvement ouvrier. Mais, pour nous, il ne saurait être question de faire croire que le monopole d'Etat peut être, en société capitaliste, autre chose qu'un monopole de la bourgeoisie. L'ORTF n'appartient pas aux travailleurs qu'avec l'instauration du gouvernement des conseils ouvriers.

Position maximaliste, nous diront certains. Non. Parce qu'elle signifie : s'opposer dès maintenant et de la façon la plus vigoureuse au démantèlement. Dire non au démantèlement, c'est dire non aux licenciements qui l'accompagnent (270 en novembre 73), non à la dégradation fantastique des conditions de travail entraînée par la rentabilisation capitaliste (missions bâclées, cadences accélérées, pas de hausses de salaires). C'est revendiquer pour les travailleurs de l'ORTF le statut unique du personnel, la sécurité de l'emploi, les droits syndicaux.

— c'est avancer dès maintenant l'idée de contrôle ouvrier sur l'ORTF

Un contrôle extérieur du public, pas sous la forme d'associations informelles de téléspectateurs, mais par des collectivités agissantes. Un contrôle qui, dans l'immédiat, peut être celui des organisations ouvrières dans les conseils de programmation, sans prise de responsabilités de gestion, avec pouvoir d'avis préalable sur les programmes et les conditions de travail du personnel. Un contrôle intérieur par les travailleurs de l'ORTF eux-mêmes : dans le seul domaine de la production, ils peuvent dès aujourd'hui débattre en assemblée générale de section des cadences, comparer les coûts de production aux devis, recenser exactement le nombre de postes d'occasionnels « permanents » et demander leur intégration, s'informer sur la masse des travaux passés au privé, mettre en évidence les accords passés par l'ORTF avec les trusts internationaux pour dénoncer la mainmise des monopoles capitalistes et pour détruire le mythe de l'office public « au service de tous ».



Rhône-Progil

UNE NOUVELLE ETAPE

Le 19, le soir même de la réunion des délégués du personnel, se tenait une assemblée générale. La réponse des travailleurs de la cev (Centrale Electrique Vapeur) ne se faisait pas attendre. A 20 heures, nous partions en grève de 32 heures. Puis les Résidus défilaient à 4 h du matin. Deux jours plus tard, les ateliers de PBU (TDI, TDA, et nitrations) décidaient 32 H pour le 24 (à 4 H du matin).

Mais voyons plus précisément le déroulement de ces luttes.

« FOUTEZ LE CAMP... »

Au moment de la prise de poste à 20 H, les travailleurs de la CEV se trouvaient dans leurs ateliers. Tous se déclarèrent grévistes. D'ordinaire, dans les grèves précédentes, ils assuraient la sécurité des installations. Cette fois, la direction, prévenue d'urgence dépêche son chef du personnel. Ce dernier entre dans une rage incontrôlée « Foutez-moi le camp, tous dehors, nous ferons tourner la Centrale tout seul ».

Durant la nuit, les gars vont tirer un tract CGT-CFDT ainsi qu'une lettre à l'Inspection du Travail. Tout est ainsi prêt pour la relève de 4 heures. A cette heure, tous sont aux portes pour informer les copains qui arrivent : « Ce sont les cadres qui font tourner l'usine » (pourvu qu'ils ne cassent pas tout comme à Noguères). Les travailleurs y répondent du tac au tac. A 4 h, les Résidus décident sur le tas d'entrer en grève et ceci en solidarité avec le CEV et la revendication de classification.

Pendant toute la matinée, les militants tournent dans les ateliers pour

informer et « prendre la température ». A l'électrolyse (atelier qui reçoit le courant de la CEV), on n'est pas tranquille : jamais les ampères mètres n'ont autant bougé. Et tandis qu'à la centrale la lutte se déclenche, que des journaliers se déclarent solidaires des grévistes, c'est l'affolement dans l'encadrement.

VERS UNE NOUVELLE ETAPE

Le problème des cadres mérite ici d'être souligné. Que certains soient syndiqués à la CGC et jouent le rôle, voilà qui n'étonne qu'à moitié. Mais que d'autres, de la CGT et de la CFDT, se fassent prier (et le mot est faible), voilà qui est très mal passé chez les gars. La prochaine fois, nous serons tous à la centrale pour garder le contrôle de l'outil de travail. Il faudra être plus nombreux afin de faire sentir à ces messieurs de quel côté est la puissance. Sur ce point, de nombreux travailleurs ont écrit dans la Taube demandant clairement à l'encadrement dans quel camp il se plaçait : celui du patron ou celui des grévistes ?

Les mesures d'intimidation n'ont en aucune façon entamé la combativité. La direction proposait la satisfaction de 47 % de nos revendications (et non 40

comme il était écrit dans le dernier Rouge). Hé bien, elles n'ont pas été jugées satisfaisantes par les travailleurs. Aujourd'hui, le gros débat porte sur l'attitude à adopter dans les semaines suivantes. Les vacances arrivent.

Devons-nous continuer ou lancer un ultimatum à la direction pour le 15 septembre ? Cette dernière a deux mois et demie pour réfléchir. Pour après, deux formes de lutte sont proposées : ou les 32 heures reconductibles ou la grève des cadences. Toutes sont retenues et seront débattues. L'état d'esprit qui s'est dégagé actuellement peut être résumé ainsi : « Prenons nos affaires en mains, il faut tout contrôler. Phacumène a montré la voie. La chaîne Chlore a suivi, puis la CEV, les Résidus et les PBU. C'est à dire plus de la moitié des ateliers, presque les 3/4. Nos revendications aboutiront. La lutte pour la revalorisation des classifications, c'est la lutte de tous ».

L'ATTITUDE DU PCF ET DE LUTTE OUVRIERE

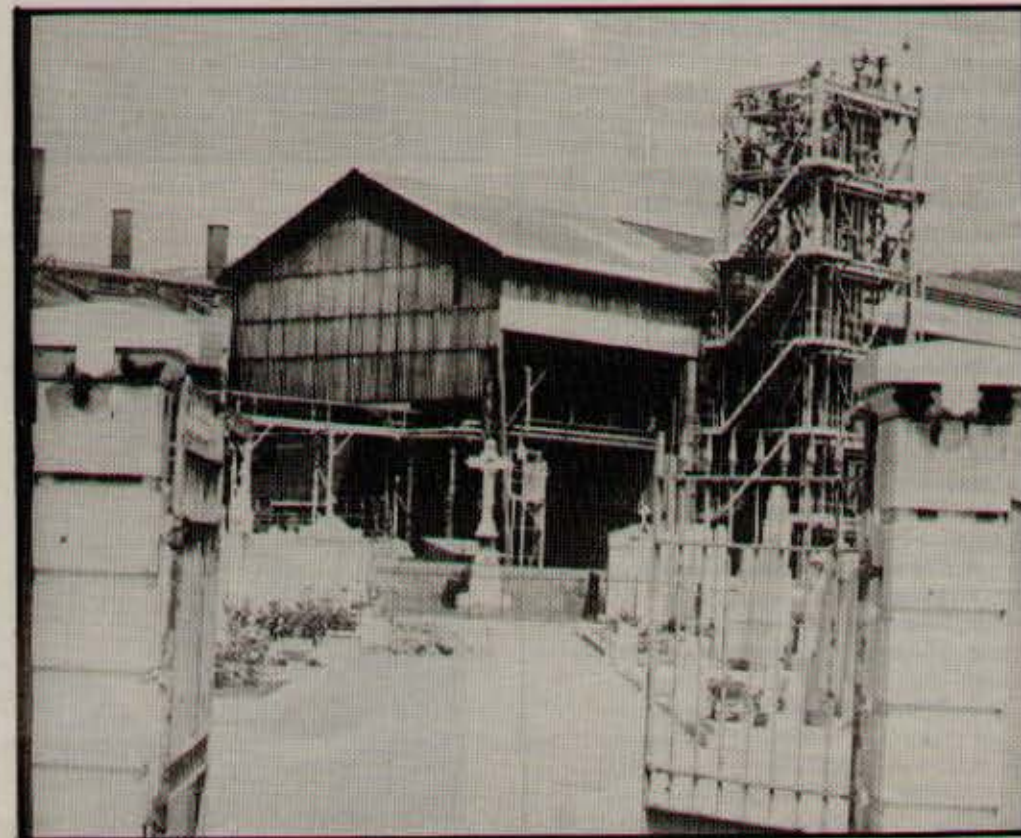
Significatif le premier tract du PC sorti il y a trois jours. Un tiers du contenu porte sur la lutte et le restant contre les « gauchistes ». On y trouve des affirmations du genre : « C'est nous les révolutionnaires. Seule la lutte de masse paie. Il faut mettre les cadres avec nous ». Ils proposent l'Union populaire. Malheureusement pour ces staliniens new look, cette prose a été très mal accueillie chez les gars en lutte. Il n'y a qu'à demander à ceux de la CEV ce qu'ils pensent des cadres. Quant à dire qu'on est pour la lutte de masse, personne ne les contredira. Mais qui forme la masse ? Près de 3/4 d'ateliers en grève ou ceux qui jouent aux renards de la direction ? Les arguments du PC ont à ce point échoué qu'aujourd'hui, il est totalement sur la défensive devant cette grève contrôlée par les travailleurs.

Quant aux camarades de L.O., ils disaient : « La lutte pour les classifications c'est de la connerie. Il faut partir de 300 F et décider la grève générale ». Ces positions ultimatisées n'ont rencontré aucun succès. Aujourd'hui, ces camarades ne proposent plus rien et adoptent une position d'attente.

Ce qu'ils n'ont pas compris, c'est la dynamique extraordinaire de la lutte sur les classifications. Nieront-ils l'utilité, dans la prise de conscience de nombreux grévistes, de ces dizaines d'AG par atelier ? Non pas que nous soyons contre la centralisation. Bien au contraire. Mais on ne balance pas ainsi une grève générale du jour au lendemain.

Aujourd'hui, les travailleurs de Rhône Progil préparent leur lutte de demain et ce avec la volonté toujours forte de vaincre.

Correspondant

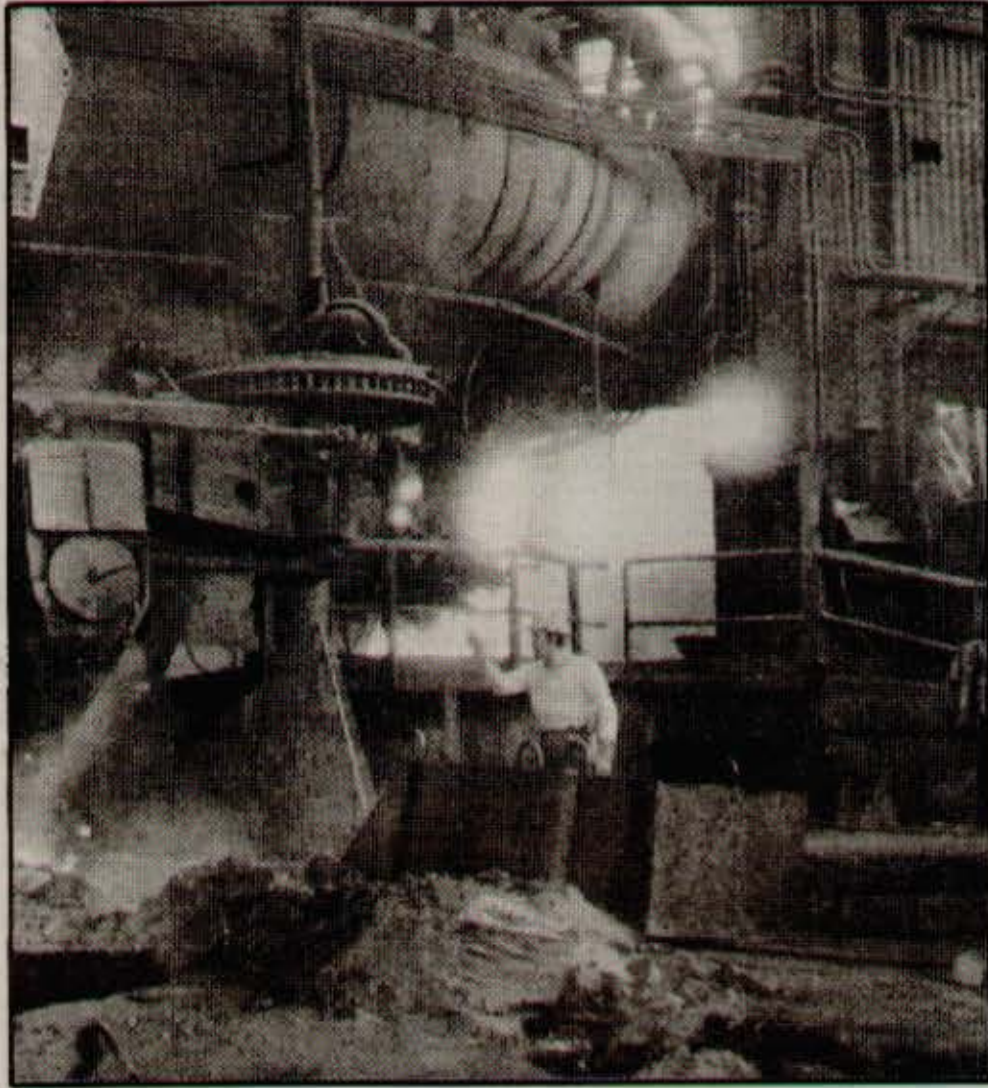


USINOR-DUNKERQUE : les morts du profit

Cinq morts le 2 juin... plus celle de Sebbane qui effectua les travaux du HF N°1 le 18 juin, révèlent une fois de plus l'insécurité qui règne à Usinor.

L'explosion du 2 juin en HF 4 en cours de changement de filière n'était pas la première du genre puisque déjà en 73, un accident identique s'était produit, faisant un blessé gravement brûlé au corps et toujours en arrêt de travail.

Le PDG d'Usinor n'hésite pas à dire de son bureau parisien que son entreprise est ultra-moderne et que les HF 4 sont les « plus modernes du monde »... l'accident est donc une affaire de malchance



Pourtant Usinor connaissait depuis un an le risque d'accident qui existait dans le changement des tuyères. Usinor prétend qu'il n'y a pas de procédés techniques permettant d'éviter les accidents. Et cependant de telles machines existent bien en URSS et sont étudiées pour Fos. Qui pourrait donc nous faire croire qu'Usinor n'est pas au courant alors que le procédé est public ? Aujourd'hui les travailleurs se battent pour :

- la garantie de sécurité : les causes de l'accident du HF 4 sont une fuite d'eau, une vanne mal montée du coke de criblage 20 % plus fin que la normale, des encombrements qui empêchent les fondeurs de partir au moment de l'explosion. Voilà pourquoi, pour que la sécurité soit garantie, il est nécessaire :

- que les effectifs soient suffisants : Usinor propose l'embauche de 28 agents par équipe alors que le 2 juin, au HF 4, il n'y avait que 12 agents sur 20, que depuis il y a eu 1 mort et 5 blessés et que 17 agents ont donné leur démission.

De qui Usinor se moque-t-il ? Ces 28 embauches combleront à peine les départs.

- une formation préalable : Sebbane avait commencé son travail à Usinor 2 heures avant de mourir.

- les salaires : si l'on veut que les effectifs soient suffisants, il faut que le salaire le soit aussi. Les haut-fournistes demandent 408 francs pour tous comme à la SOLLAC.

- amélioration des conditions de travail. Pour cela réduction de la journée de travail et embauche d'une nouvelle équipe.

- suppression des déclassements par accidents de travail.

- paiement intégral des jours de lock-out.

USINOR DUNKERQUE : LA LUTTE SE DURCIT

Jeudi 20 juin, la direction fait des propositions, un accord entre les syndicats et la direction s'établit pour proposer un vote aux hauts-fournistes sur les propositions suivantes :

- étude d'une mise au point d'outillage pour effectuer le démontage mécanique des tuyères et le nettoyage du logement ;

- intervention de l'Institut de Recherche de la Sidérurgie pour un certain nombre de mises au point ;

- augmentation de 7 agents par équipe, soit 28 au total.

Pour chaque journée perdue par cause de lock-out, versement de 40 F qui seront remboursés sur les mois suivants, sauf si les objectifs de production sont atteints.

Mais en faisant ces propositions, la direction les subordonne à la reprise de vendredi 21 au poste de 5 h.

De leur côté, la CGT, FO et la CFDT appellent les hauts-fournistes à voter le lundi à 14 h. Sous le prétexte donc que la reprise ne s'est pas effectuée le vendredi, la direction retira ses propositions.

Lundi, les hauts-fournistes, par un vote à main levée, refusent de reprendre le travail.

Aujourd'hui, il y a 5000 à 6000 lock-outés, la grève va se durcir et passer à une phase supérieure d'autant plus que des répercussions sur d'autres usines, en particulier USINOR-MARDICK, vont se faire sentir.

le 26.6.74
Correspondant

points chauds

LES DISTRANS TIENNENT BON

Depuis un mois maintenant, les DISTRANS tiennent bon. Une poignée de routiers en grève contre le trust MATEU et MATEU. Un mois de grève émaillé de multiples rebondissements : sous l'impulsion d'un comité de soutien militant, la grève est vite connue dans cette région, contraignant ainsi les bureaucraties syndicales et même l'Union de la gauche à rentrer dans la bataille.

La solidarité se développe. Craignant le débordement, l'UD-CGT exige des grévistes qu'ils prennent leurs distances vis à vis du comité de soutien. Ce qu'ils font pour assurer leur grève, mais pour la plupart la rage au cœur.

Qu'importe le soutien continué quand même et ce malgré la défection du PSU qui préfère s'associer aux initiatives des bureaucrates (visite chez le préfet, etc.). Le but de la grève — attirer l'attention sur le problème des routiers — est atteint. Installés au bord de la route sous une tente, après avoir été expulsés des locaux qu'ils occupent, les grévistes reçoivent de nombreuses visites de camionneurs intrigués par ce spectacle imprévu. C'est un encouragement à la lutte pour tous les routiers.

L'image du routier gueulard mais au fond docile a vécu grâce aux DISTRANS. Aujourd'hui, ren contre avec la direction. Peu d'espoir de succès, mais le courage ne manque pas. Malgré toutes les difficultés, la lutte continue.

Le 21 juin, au meeting Krivine auquel des grévistes ont participé, une collecte a été faite (près de 200 F).

Pour le soutien : QUINTANA
BNP Agence Jaurès 6557 Perpignan

le 25 juin

LE SYNDICAT CFDT DES CHEQUES POSTAUX DE PARIS COMMUNIQUE

Grève le 28 juin pour dénoncer l'aggravation des conditions de travail du personnel de Montparnasse par suite de la mise en électronique du centre.

Cela se traduit pour l'usager par un retard considérable des opérations et une dégradation de plus en plus grande des services publics. Dégradation dont l'administration cache la gravité aux usagers. Pour dénoncer cette situation du service public et faire connaître leurs difficultés et leur mécontentement, la section CFDT des Cheques Postaux appelle les usagers et la presse à une réunion d'information le vendredi 28 juin de 9 h 30 à 10 h 30 devant les Cheques Postaux 44 Bd de Vaugirard.

Cette réunion sera suivie d'une assemblée du personnel.

IBM BORGNY FICHE ET LICENCE SES EMPLOYES

En Avril un nouvel embauché est licencié au bout de quatre jours. Depuis il ne trouve plus de travail. A la même époque un militant de la CGT est vidé au bout de 10 jours sans préavis. La direction d'IBM Boigny applique les instructions d'une note précisant les mesures à prendre pour l'embauche de personnel. C'est à dire « prendre en considération l'appartenance ou les sympathies politiques ou syndicales, les renseignements confidentiels, les milieux fréquentés, etc ».

La CFDT intente un procès contre la direction. Alors que l'un des licenciés ne trouve pas de travail et que l'autre a recours à l'interim, la riposte continue.

FORD BLANQUEFORT (BORDEAUX) : LE LOCAL DE LA CFDT « VISITE » PAR DES INCONNUS

Le 19 juin, plusieurs individus se sont introduits dans le local de la section CFDT. De toute évidence, le but de cette visite était la recherche de documents syndicaux ainsi que la liste des adhérents de cette organisation syndicale. Ces méthodes de gangsters ont été largement facilitées par la négligence délibérée de la direction, alors que depuis plusieurs mois la section CFDT

demandait la pose d'une serrure à son local syndical.

LE CHAH N'EST PAS L'INVITE DES TRAVAILLEURS

Avec le Petit Trianon et Notre-Dame de Paris, le centre d'études nucléaires de Saclay a le triste privilège d'être une étape touristique pour les canailles de ce monde.

Le réacteur Osiris avec sa jolie lumière bleue a reçu Suharto, Juan Carlos... et mardi dernier le chah.

Les travailleurs font partie du spectacle ils sont « invités » à se tenir respectueux à leurs postes de travail. Saclay, c'est plusieurs hectares entourés de clôtures, la DST permanente qui se consacre sous couvert de contre-espionnage contre la Russie rouge — à fichier, faire la chasse aux militants, garantir l'ordre.

Le chah est arrivé vers 16 h en hélicoptère avec une armée de sbires. Vus de haut, les barbelés des clôtures, la dizaine de cars de CRS, les camionnettes de gendarmes ont du lui rappeler son pays.

Un avion de reconnaissance surveillait le centre depuis le matin. Les plombiers et les gardiens de toit avaient pris le service à la même heure. Tout pour assurer une visite agréable. Jusqu'à l'interdiction des signaux sonores, des chaînes de contrôle des rayonnements du réacteur pour éviter un éventuel choc intempestif au cœur du cher homme.

Les militants anti-fascistes du centre ont voulu malgré cela présenter le visiteur affichettes auto-collantes, distribution d'un tract, affiches « sauvages », panneaux explicatifs et banderoles au bâtiment social le jour même de la visite.

Mais c'est un refus de masse de recevoir de tels visiteurs que les travailleurs devront affirmer à l'avenir, en particulier avec leurs organisations syndicales. Il existe à cet égard un passif important à surmonter, dû à l'absence de la moindre mobilisation dans le passé. « Si ce n'est en 1956 une visite de Guy Mollet au cours de laquelle il a reçu quelques « critiques » concernant sa politique algérienne ».

Les travailleurs ne reçoivent pas les tortionnaires.

Laissons ce soin à Giscard.
Correspondant

abonnez-



VOUS

Rouge
hebdomadaire

ARGENT :
A L'ORDRE
DE ROUGE
CCP: 25043 88
PARIS

Directeur de publication
Henri Weber
Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de la Rédaction.

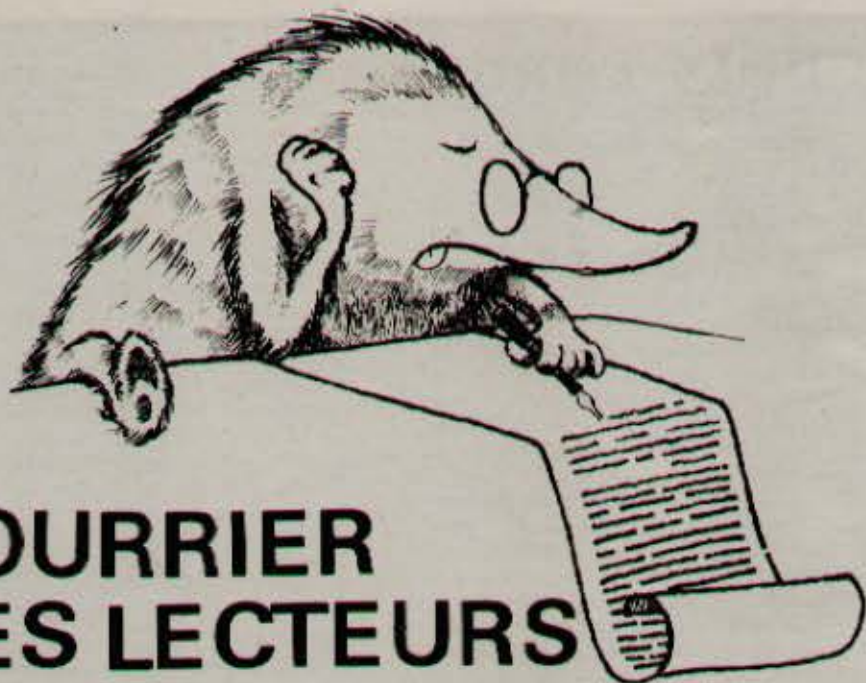
10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 68 96 ou 272 68 82

tarif des abonnements

pour	la france		l'étranger	
	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion, écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement im-
médiate sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, join-
dre 1 fr. 50 et la dernière bande.

Impression :
L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS



COURRIER DES LECTEURS

Nous publierons la semaine prochaine une pleine page d'extraits de lettres sur le Quotidien ainsi que les chiffres de vente enfin communiqués par les NMPP. Nous indiquerons également les premiers éléments du débat interne sur cette question.

Nous publions aujourd'hui des lettres sur d'autres sujets, en rappelant aux camarades nous leur demandons d'être le plus brefs possible (sous peine d'être « coupés »).

Scandale des bacs G2 G3

NANTERRE le 21 juin

Camarades,

Je suis un élève du technique qui milite au cercle rouge de Nanterre-Ville. Voilà ce que je vous demande : à la suite du baccalauréat de technicien G2, G3 pourriez-vous faire passer cette lettre dans votre journal, je vous en remercie à l'avance.

Le scandale se situe au niveau de l'épreuve de mathématique. Les élèves ont deux heures pour faire deux exercices très complets qui ne peuvent se faire correctement, en réalité, qu'en 3h ou 3h1/2. Mais cette année, ça va encore plus loin. Dans l'académie de Paris, l'exercice noté sur 6, portait sur le système octal, alors qu'au programme des terminales G2 et G3 ne figurait cette année que le système binaire. Conséquence : c'est l'affolement, les élèves déboussolés ne peuvent que donner un aperçu très vague de leurs connaissances et c'est l'échec avec toutes ses suites.

Il est vrai qu'en G2 et en G3 les élèves ont été préparés depuis longtemps à cet échec qui est entretenu depuis la classe de première par les professeurs méprisants qui considèrent les élèves du technique comme des incapables ou des imbéciles.

Mais pour comprendre ce qu'il se passe, il faut revenir en arrière, à la classe de seconde, là où se fait la soi-disant orientation. On retrouve en première G2 et G3 des élèves qui, pour la plupart, n'ont pas choisi d'y venir : c'était ça ou la porte. Ainsi, il n'est pas rare d'y retrouver des élèves ayant fait une seconde scientifique. C'est à dire un élève qui n'aura reçu aucun enseignement de base économique et qui durant la classe de terminale devra rattraper le programme de seconde. Cela serait peut-être possible si les programmes étaient moins chargés, mais ce n'est pas le cas. En plus des matières générales, il y a les matières techniques surchargées par un nombre de : Economie Générale, Droit, Comptabilité, Bureau Commercial, Economie et Organisation d'Entreprise, et enfin, puisque c'est dans le vent, Informatique. Inutile de dire que l'enseignement reçu est d'un niveau très faible et que les élèves ne pourront pas avoir accès à une situation intéressante comme veulent le leur faire croire les orientateurs après la terminale, mais seulement fournir une main d'œuvre pas chère sur le marché du travail. C'est déjà le début de l'aliénation avec l'étude de l'économie d'entreprise, le matraquage et le bourrage de crâne des élèves qui seront demain les larbins des patrons.

« L'entreprise doit faire naître dans l'ouvrier un certain sentiment de responsabilité pour arriver à la déprolétarianisation de celui-ci et ainsi bénéficier pleinement de son travail pour réaliser le maximum de profits » Livre d'économie et d'organisation de l'entreprise. Maury et Mull.

En plus de ces programmes surchargés, le bac constitue un barrage pratiquement infranchissable. Il est divisé en deux parties : générale et technique. Pour être reçu, le candidat doit avoir obtenu plus de 10 de moyenne à ces deux parties, l'une ne rattrapant pas l'autre. Ainsi, un élève ayant obtenu 13 à une partie et 7 à l'autre est recalé alors que dans tous les autres bacs, il y a la moyenne de l'ensemble des épreuves, un bon résultat pouvant combler un moins bon.

Jusqu'où ira le matraquage des élèves du technique ?

Réfléchissez-y, vous qui passez le bac cette année ou qui le passerez l'année prochaine, informez vos camarades sur l'enseignement en technique, exigez le droit aux études pour tous, sans ségrégation des élèves du technique. Pour que demain chaque jeune puisse vraiment faire ce qu'il veut, pour qu'il

soit pas réduit au chômage avant même d'avoir travaillé.

DROIT AUX ETUDES POUR TOUS A BAS LES EXAMENS GUILLOTINE !

Un élève du lycée de Suresnes S.J.

Encore une fois, une femme est morte à Montpellier

Camarades,

Nous vous demandons de bien vouloir publier le texte ci-joint et de signaler également que le MLAC de Montpellier vient de réaliser un film de 13 minutes en 16 mm sur l'action locale du MLAC, contre les avortements clandestins cauchemars et pour le développement de la contraception.

D'autre part, deux plaquettes de 30 pages chacune seront finies à la fin du mois de juin, une sur l'information à la contraception, l'autre sur l'information à la législation.

Pour obtenir les plaquettes (2F chacune plus frais d'envoi) ou pour louer ou acheter une copie du film et pour tous renseignements, écrire à :

MLAC BP 21 08 MONTPELLIER

Le 20 mai, Marie, 18 ans, élève au lycée technique, est morte pour avoir tenté d'avorter toute seule.

Elle s'est trouvée enceinte sans l'avoir voulu, parce qu'elle ne connaissait pas les moyens contraceptifs, parce qu'elle ne pouvait pas s'en procurer, parce qu'à Montpellier les médecins à qui une jeune fille peut s'adresser librement pour en obtenir sont rares.

Elle s'est avortée dans des conditions aussi dangereuses parce qu'il est interdit par la loi de faire autrement. Et parce que Marie n'avait pas les moyens de payer cher un avortement à Montpellier ou à l'étranger.

Une loi va être déposée « avant la fin de l'année » au Parlement, pour libéraliser les avortements, mais nous savons déjà qu'ELLE NE PREVIENDRA PAS LES CAS COMME CEUX DE MARE. Il y aura donc encore des avortements clandestins. Il y aura donc encore des sondes placées au péril de sa vie. C'est pourquoi il faut se battre pour que LES AVORTEMENTS SOIENT LIBRES ET REMBOURSES PAR LA SECURITE SOCIALE. MEME POUR LES MINEURES.

Mais cherchons les causes... QUELLE EDUCATION SEXUELLE FAIT-ON AUJOURD'HUI ?

Combien sont-ils les jeunes pour qui la découverte de leur corps se fait dans la peur, la honte, le sentiment de culpabilité ?

L'éducation sexuelle entre peu à peu à l'école, mais elle ignore la vie concrète des élèves à qui elle s'adresse : elle conserve les tabous, elle veut ignorer les plaisirs, elle laisse les jeunes démunis en matière de contraception pour leur barrer le chemin de la vie sexuelle.

C'est la raison pour laquelle le MLAC, Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception, poursuit son action.

Malgré l'interdiction de la loi, nous continuerons à faire des avortements selon la méthode la plus sûre, pas aspiration, quand une femme, même mineure, nous le demandera, ou bien nous l'aiderons à partir à l'étranger.

Nous lutterons pour que la contraception soit gratuite et à portée de tous et pour que l'éducation sexuelle soit un réel apprentissage de la liberté.

Permanence : 10 rue Chaptal le lundi de 18 à 20 h MLAC BP 2108 MONTPELLIER

Ne pas se tromper d'adversaire

Camarades,

Le FCR poursuit et même accentue, l'action entreprise par l'ex-Ligue Communiste au sein des mouvements féministes. A ses débuts,

IMPRECOR

Le N° 2 vient de paraître.

SOMMAIRE :

- Italie : Front unique et auto-défense ouvrière.
- Portugal : L'offensive ouvrière.
- Les luttes dans les Colonies portugaises.
- Europe : Le Marché commun en crise
- Chine : Les trois mondes de Teng-Siao-Ping
- Iran : Le nouveau gendarme du Golfe arabe
- Tchécoslovaquie : De sombres perspectives économiques.
- Yougoslavie : Halte à la répression !
- Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.

cette action avait provoqué des débats au sein de l'extrême-gauche, certains militants considérant que cet engagement se colorait de démagogie et d'opportunisme, sacrifiant en quelque sorte à une mode. La suite leur donna tort : la lutte pour la libération de la femme s'est révélée mobilisatrice et a sensibilisé l'opinion sur les problèmes d'avortement et de contraception en particulier.

Mais aujourd'hui, avec l'apparition des « Pétroleuses » et la volonté de créer un mouvement autonome des femmes, certaines erreurs se concrétisent, qui risquent de mener le mouvement dans l'impasse. Elles concernent, à mon avis, surtout les axes de la lutte et ceux qui s'y sont engagés.

[Ce qui suit ne concerne nullement le MLAC dont l'action ne me semble pas spécifiquement féministe.]

1. les axes de la lutte : Dans Rouge n° 254, Frédérique dénonce l'impasse dans laquelle se trouve maintenant le MLF et l'erreur qu'il a commise en se concentrant sur les problèmes de la sexualité, rappelle justement et clairement la nécessité de s'attaquer d'abord à la société capitaliste qui est à l'origine de l'exploitation de la femme. Mais, à la fin de cet article, Frédérique emploie une expression tout à fait impropre : « idéologie mâle ». Non, c'est d'une idéologie bourgeoise qu'il s'agit, qui établit effectivement la supériorité de l'homme. Mais cette même idéologie implique aussi l'exploitation de l'homme, sa soumission à des règles morales, sexuelles. Première carence : on omet de généraliser aux deux sexes cette oppression idéologique, de montrer en quoi le système de relation entre l'homme et la femme que la société capitaliste tisse est une prison, un asservissement aussi pour l'homme, à qui est imposé un rôle également contraignant, ne serait-ce que par sa stéréotypie (même s'il est plus reluisant !).

Je ne nie pas l'exploitation de la femme comme objet sexuel, elle est trop évidente. Mais je pense qu'elle ne peut prendre fin qu'une fois réalisée la révolution socialiste. Sa libération sexuelle (non au niveau de l'avortement et de la contraception, mais de la sexualité) ne s'opérera que dans ce cadre. Dans la phase actuelle des luttes, l'accent doit donc être mis non sur l'exploitation de son sexe par le mâle, mais sur l'exploitation de sa force de travail par le capitalisme : le problème de la double journée de travail, de la prise en charge par la communauté du travail ménager, la socialisation de l'éducation des enfants, la réduction massive du temps de travail (n'oublions pas à quel point cette revendication concerne les femmes) me semblent des axes de lutte plus urgents, plus subversifs.

Car une femme qui fait ses huit heures de boulot, s'occupe des gosses en rentrant le soir, du ménage, n'a pas l'occasion de se demander si elle a le droit de baisser dessus ou dessous ! (cf. les Pétroleuses n° 1).

A ce niveau s'articule ma seconde critique.

2. Qui lutte ? Pourquoi les problèmes de la sexualité (séduction, homosexualité féminine etc.. Cf. Rouge n°257) sont-ils constamment à l'ordre du jour des réunions de ces mouvements ? A mon avis, parce que celles qui militent peuvent se payer le luxe de se les poser ! elles ne bossent pas 15h-16h par jour, ont le temps de fignoler leurs relations sexuelles ! Comme l'ont montré les journées des 15-16 juin, les militantes sont des lycéennes, des étudiantes, des profs dans leur grande majorité. Combien ont un emploi qui exige huit heures de présence ? Combien ont une femme de ménage ?

Le mouvement se pose les questions qui préoccupent la couche sociale qui l'anime. Et les filles qui viennent là cherchent à régler leurs problèmes personnels, à les discuter... à se « libérer ». Ces problèmes, je n'en nie pas la réalité, ni même à la limite l'intérêt. Mais il me semble que s'il est logique qu'ils viennent à se poser, ils ne peuvent pas en aucune sorte contribuer à déterminer la stratégie de l'organisation sur ce front ! Si ce mouvement devient sexiste, tourne ses armes contre le mâle, laissant ainsi en paix le véritable adversaire, il se cantonnera dans des problèmes qui, pour exister, n'en sont pas moins différents de ceux qu'il veut résoudre.

Les mouvements féministes ne recrutent pas, à ma connaissance, dans les usines. A Cerisy, à Lip, les femmes se sont investies dans la lutte avec les problèmes qui leur sont spécifiques, mais combien parmi elles se retrouveront dans le « Grand Mouvement Autonome des Femmes », dans les « Pétroleuses » ? Que les femmes doivent s'organiser et mener une lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, cela ne peut faire aucun doute mais que cette organisation soit alors issue des luttes et avance des revendications plus fondamentales : création de services de laverie, de repassage dans les usines, de crèches, etc... A quelle émancipation voulez-vous travailler camarades ? à celle de l'étudiante ou

de la prof, ou à celle de l'ouvrière qui n'a pas le temps de militer, de s'enrichir intellectuellement et sexuellement.

Je sais parfaitement que les objectifs du FCR ne sont pas de libérer la minette de ses angoisses d'hétéro : ni de la délivrer de ses chaînes pour qu'elle puisse se balader torse-poli à la fête du PSU ! Mais, camarades, il est peut-être temps de réadapter la tactique aux objectifs, de tirer un bilan, de recaler le tir !

Un dernier mot, perdue mais justifié. Il concerne l'organisation : pourquoi le FCR ne prend-il pas les mesures pratiques (crèches, garderies, etc...) sous la responsabilité de deux ou trois permanents-tes) qui permettent aux femmes de s'investir plus dans le militantisme ? Et prenons un couple de militants du FCR : elle, elle a 80 chances sur cent de militer dans un groupe-femme, lui 10, moins sûrement. Le FCR réserverait-il aux dames les problèmes des dames, comme Giscard ? Plus sérieusement, doit-on considérer que l'émancipation de l'idéologie dominante (famille, morale, etc.) est une tâche qui revient aux femmes ? les hommes n'ont-ils vraiment rien à gagner de cette émancipation ?

Et si l'une veut être dessus, il faut bien que celui de dessous soit d'accord ?!

Salutations communistes.

F.L. (Sympathisante)

SOUTIEN A PATRICK NOULET

Dans une lettre, le comité de soutien à Patrick noulet (qui poursuit sa grève de la faim à la Santé contre la censure des livres) nous précise que depuis le 18 juin, le courrier de Patrick est soumis à une censure accrue ; qu'il a été transféré au quartier bas et mis en cellule individuelle le 21 juin ; qu'on lui a supprimé la promenade quotidienne le 22 juin. Le comité précise qu'il n'a pas besoin de contributions financières, mais a un besoin urgent d'adhésions et surtout de propositions d'action. (Jean NEKO, 2, rue Bellart, Paris 15°)

DERNIERE MINUTE

Patrick NOULET continue sa grève de la faim à la Santé afin d'obtenir le droit de lire les livres de son choix. (de la prison à la révolte de Livrozet, Sartre, Clavel...). Il semblerait que 18 détenus aient aujourd'hui 26 juin refusé de remonter dans leurs cellules. Une affaire à suivre...

● LA BROCHURE SUR LA CONFERENCE DES GROUPES TAUPE DES 1, 2 ET 3 JUIN EST PARUE. ELLE COMPREND LES RAPPORTS SUIVANTS :

- 1) MANDEL : LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE
- 2) FICHAUX : LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES
- 3) MANDEL : L'AUTOGESTION
- 4) UDRY : L'EUROPE

Documents du 1er congrès national de la Ligue Communiste Chilienne, organisation sympathisante de la IVe internationale.

Sommaire :

- La contre-révolution fasciste et les tâches du prolétariat.
- Les trois années du gouvernement d'Unité Populaire
- Programme de la Ligue Communiste-Chilienne
- Statuts de la Ligue Communiste chilienne
- Le centrisme et la IVe Internationale (Trotsky)
- Thèses sur le Front Unique (Trotsky)

Une brochure de 90 pages en espagnol 3 F.

Les vacances approchent... Pour beaucoup de militants c'est la seule période pour lire. Alors profitez-en ! Avant de partir passez à la Librairie Rouge. Vous y trouverez non seulement tous les livres politiques (même en espagnol) mais aussi des rayons :
— éducation
— psychiatrie, psychanalyse
— économie
— romans
— policiers
— science-fiction
avec comme toujours 20 % de réduction.



Kagan - Enterrement d'Ovorny

NOUVELLE DONNE

Avec les élections présidentielles s'achève une période politique : celle de l'après-mai 68. L'effondrement du gaullisme, la poussée électorale de la gauche, la restructuration en cours dans le mouvement ouvrier traquent les premières lignes de la période qui s'ouvre.

L'extrême-gauche révolutionnaire qui, à l'exception du PSU, a jailli sur la scène politique en 1968, a donc eu 6 ans de relatif repos. 6 ans pour réfléchir, mûrir, s'enraciner, se consolider, s'aguerrir.

Il faut maintenant s'atteler à d'autres tâches. Plus ambitieuses. Il faut que les organisations révolutionnaires soient capables d'aller de l'avant. De franchir un nouveau pas, d'opérer une nouvelle mutation. Faute de quoi elles régresseront ou retourneront au néant.

Déjà, le paysage de l'extrême-gauche se trouve considérablement modifié au lendemain des élections. Certains courants ont disparu, rayés de la carte. D'autres, comme les mao-staliniens de l'Humanité Rouge, reprennent du poil de la bête et c'est un phénomène européen : tout récemment, la Gauche révolutionnaire, issue du PSU, vient de fusionner avec H.R. Le PSU a confirmé sa vocation à réintégrer l'Union de la gauche, tandis que l'ABS-OCI soutient d'une main le premier secrétaire du PS et vote de l'autre le rapport moral de Bergeron au congrès de Force Ouvrière.

Outre le FCR, les composantes essentielles de l'extrême-gauche organisée demeurent donc Lutte Ouvrière et Révolution. Il importe donc de faire le point de leur orientation. Et de leurs projets à la veille des nouvelles batailles.

D.B.

1 LUTTE OUVRIERE EN SOLO

Lutte ouvrière a choisi d'exprimer son poids, sa force, sa crédibilité sur le terrain électoral. Objectif atteint conclut le dernier numéro de Lutte de Classe, revue théorique de L.O. « Désormais, le courant ouvrier révolutionnaire, aussi faible soit-il, a gagné droit de cité » (N° 19, p.11) : ainsi s'achève l'article intitulé « les voix révolutionnaires » par opposition avec l'article « les gauchistes et les présidentielles » qui traite de la candidature Krivine.

Pour L.O., les présidentielles inaugurent donc bien une période nouvelle pour l'extrême-gauche. Quelle en est la caractéristique fondamentale ? Le camarade Liévin membre de la direction politique nationale de L.O. répond directement à cette question dans une interview à Politique-Hebdo : « Désormais, il peut apparaître que nous faisons cavalier seul. Cela tient à ce que le mouvement révolutionnaire recouvre deux réalités distinctes : un courant gauchiste, au sens strict, où se retrouvent des étudiants et des intellectuels petit-bourgeois radicalisés ; et un courant révolutionnaire capable d'intervenir non seulement sur un plan politique, mais sur le terrain social ».

CAVALIER SEUL

Cette déclaration est très importante car elle résume à merveille la vision du monde de L.O. L'extrême-gauche s'y décompose en un courant gauchiste petit-bourgeois et un courant révolutionnaire qui se réduit à L.O. seule. Le premier s'agit dans la politique, le second est aussi capable d'intervenir sur le plan social. Et le second l'a enfin fait 6 ans après mai 68 et définitivement emporté sur le premier.

Cette vision est parfaitement confirmée par les titres des deux articles précités de Lutte Ouvrière. Or, elle est lourde de conséquences.

En effet, si les différences au sein de l'extrême-gauche sont fondamentalement de nature sociale, et non politiques ou idéologiques, L.O. devrait logiquement en tirer une série de conclusions pratiques. Ainsi dans le domaine des rapports unitaires, après avoir, faute de mieux, passé des accords unitaires avec la Ligue Communiste pour les législatives de 73, L.O.

devrait se tourner, maintenant que le « courant ouvrier révolutionnaire a gagné droit de cité » vers le PCF, voire le PS, comme interlocuteurs, et éventuellement comme alliés privilégiés... sur une base de classe.

La réalité sera assurément plus complexe. Mais la façon dont L.O. a déjà bougé ou déserte dans le passé les mobilisations unitaires de l'extrême-gauche (manifestations anti-fascistes du 9 mars 71 et du 21 juin 73, la marche sur l'IP, les campagnes sur l'Indochine et le Chili) s'inscrit bel et bien dans cette logique.

METTRE L'HISTOIRE AU PAS

La seconde conséquence de la vision de L.O. c'est une certaine analyse de la situation politique. Si L.O. mis à part, l'extrême-gauche se réduit à l'expression de la petite-bourgeoisie radicalisée, et si les apparitions et les regroupements de l'avant-garde ouvrière large (comités de lutte, comités d'action ou de mobilisation) expriment avant tout son dévouement par la petite-bourgeoisie radicalisée, alors L.O. est seule. Tragiquement seule pour lever le drapeau de la révolution prolétarienne contre les bureaucrates réformistes.

Et il faudra le temps, le temps de gagner des forces, au petit ange pour l'emporter sur le gros dragon. D'où la prudence et la patience proverbiales de L.O. Il faut savoir attendre.

Ainsi, dans la même interview à Politique-Hebdo le camarade Liévin déclare-t-il : « Je ne crois pas à un Mai 75. Plus encore, je ne le souhaite pas. Une des leçons majeure de mai 68 c'est que la grève générale ne suffit pas, sinon cette grève devient passive et sans issue. Il faut prendre le temps de se préparer, de s'organiser. Et, paradoxalement, un de nos problèmes, c'est que la situation n'évolue pas trop vite ». L.O. ne cherche pas à répondre à la situation objective, aux tâches qu'elle impose. Elle veut au contraire plier la lutte des classes à ses propres moyens. La révolution devra, bon gré mal gré, attendre son avant-garde. Au risque de ne pas voir la révolution, si elle entre sans frapper.

Comme L.O. a refusé de voir la révolution chinoise (parce que le prolétariat n'était pas mûr), refusé de voir la



LUTTE OUVRIERE EN SOLO (SUITE)

révolution vietnamienne (parce que l'avant-garde selon L.O. n'était pas prête), refuse de voir la révolution cubaine. Comme déjà le 3 Mai 68 (1), *Voix Ouvrière*, l'ancêtre de L.O., refusait de voir la crise révolutionnaire imminente en écrivant : «... les travailleurs français ne comprendraient certainement pas que les étudiants français, même s'ils se réclament de la classe ouvrière, déclenchent des bagarres dans le simple but d'imiter les étudiants allemands...» Comme déjà les menchéviks demandaient aux bolchéviks de ne pas brûler les étapes et d'attendre que le prolétariat ait grandi...

Mais l'histoire n'attend jamais ses menchéviks.

L'AGE DU CAPITAINE...

Puisque son heure n'est pas venue, L.O. en vient tout naturellement à négliger l'analyse de la situation concrète, de son évolution. Ce ne sont à ses yeux que péripéties et préliminaires. Pire, lorsque L.O. condescend à faire un brin d'analyse, elle tire les faits par les cheveux pour mieux justifier sa sérénité.

Dans un article éditorial de *Lutte de Classe* n° 19, l'auteur écrit sans sourciller : « C'est une sorte de retour aux origines. L'intermède gaulliste est terminé » (P.3). Nous vivons maintenant « un curieux mélange de la IV^e et de la V^e Républiques ». Et deux pages plus loin : « En fait, c'est seulement maintenant que la Constitution gaulliste commencera à fonctionner à son régime de croisière ».

Rien de change sous le soleil. Le gaullisme n'était qu'un « intermède » entre deux IV^e Républiques, et la Constitution a pris son « régime de croisière ». Brillante analyse de la chute du gaullisme et de ses conséquences ? Ne nous bousculons pas...

Enfin, dans la conclusion de cet article, écrit entre les deux tours des présidentielles, on lit : « Mais, si la victoire de Mitterrand se traduit par la formation d'une majorité gouvernementale comprenant le PC, cela un tout autre type de rapports entre les organisations ouvrières et le pouvoir. Si au contraire Mitterrand récuse le PC au profit d'une majorité gouvernementale du centre, voire de droite, bien des illusions actuelles disparaîtront. Dans les deux cas, la situation sera pour la classe ouvrière, très différente,

meilleure ou pire, on ne peut le dire, cela dépendra du niveau de conscience des travailleurs et, dans une certaine mesure, de la politique des organisations révolutionnaires ». Ou bien... ou bien disait un célèbre Danois. Si, si répond L.O.

La situation de la classe ouvrière sera meilleure ou pire... on ne peut le dire... cela dépendra... dans une certaine mesure. Mais où sont les tâches, les mots d'ordre qui répondent à chaque hypothèse ? Comment les organisations révolutionnaires peuvent-elles peser « dans une certaine mesure » ? Avec quelles propositions de lutte dans les syndicats, quelle formule de gouvernement ? faudra-t-il appeler à la formation de comités de base, à la fusion syndicale, à une assemblée constituante, agir dans l'armée ? Motus L.O. travaille pour les surlendemain, pas pour les lendemain pressés. Mais au soir de ces lendemain, la position des révolutionnaires et de la classe ouvrière sera-t-elle « meilleure ou pire » ? « Cela dépendra... » De l'âge du capitaine ?

EN D'AUTRES TEMPS ET LIEUX...

Si L.O. est le seul courant révolutionnaire prolétarien, son combat se réduit à un poignant tête à tête avec le réformisme. Il est alors normal qu'elle s'embarrasse peu d'analyses des courants qui traversent le mouvement ouvrier, de définir des alliances, de chercher un travail de masse commun. Ainsi, dans le mouvement syndical, son souci n'est pas de susciter et d'animer avec d'autres des tendances de lutte de classe, mais de bénéficier de la protection syndicale pour une activité d'organisation politique stricte. C'est pourquoi L.O. ne repugne pas à prendre l'initiative de scissions syndicales ou de création pure et simple de sections syndicales F.O. quand elle compte y gagner quelque commodité.

A rebours de la bataille pour l'unité ouvrière, pour la fusion syndicale, que doivent mener les révolutionnaires. Ce fut le cas à l'Alstom, à Motorola, à Progil, et bien d'autres encore.

Quant aux activités de masse hors de l'entreprise, L.O. justifie son absence par un choix : s'implanter dans la classe en

sacrifiant le superflu. Pas de présence dans les comités Chili, dans le CDA, dans les groupes-femmes. Au mieux, L.O. soutient du bout des lèvres dans son journal et s'en tient quitte avec sa conscience.

L.O. ne peut pourtant ignorer que la campagne du Secours Rouge contre le procès de Burgos, que la campagne des comités du Front de Solidarité Indochine et des comités Chili, que les campagnes antimilitaristes, ont contribué largement à établir entre l'extrême-gauche et les réformistes, un rapport de forces dont L.O. bénéficie aujourd'hui. Mais au delà de cet aspect, la politique de L.O. à cet égard est lourde de méséducation et de déformation militantes. A cheminer de fête en élection (en déclarant forfait à la manif contre l'arrivée de l'ambassadeur chilien), à se dédouaner par de simples entrefilets hebdomadaires, on transforme l'internationalisme proclamé en chauvinisme pratique et le tribun populaire embrassant l'ensemble des contradictions sociales (tel que Lénine définissait le militant communiste) en misérable économiste étriqué.

A propos de la campagne électorale, le camarade Liévin déclare encore dans *Politique-Hebdo* : « Bien sûr, c'est une excellente chose, en d'autres temps et lieux, que d'expliquer longuement ce que sont les soviets. Mais il est infantile d'adopter cette démarche au cours d'une telle campagne, face à des gens qui ne possèdent pas la moindre référence concrète et précise de ce que cela peut signifier ». Encore une fois, au lieu de répondre aux problèmes objectifs posés par la lutte des classes, au lieu de chercher à hausser ses moyens à la hauteur de ses besoins, L.O. taille ses objectifs à la mesure de ses moyens. Et elle taille au plus ses moyens à la mesure de la conscience moyenne de l'ouvrier moyen. L'avant-garde marche à reculons.

Les soviets, la dictature du prolétariat, le travail anti-militariste ?... en d'autres temps, autres lieux ! L.O. n'est pas prête.

L.O. ressort de la campagne électorale en se définissant comme le seul courant ouvrier révolutionnaire et en remettant à plus tard les tâches de l'avant-garde. Elle accentue son cours sectaire et droitier. Ce qui ne peut que porter un lourd préjudice à l'ensemble de l'extrême-gauche révolutionnaire. C'est pourquoi il faut combattre avec acharnement une telle orientation.

2 REVOLUTION LES HOMMES PERI

A lire *Révolution !* après les élections, on a le sentiment d'une grande perplexité et d'une démarche hésitante. Le dernier numéro consacre un article goguenard (sous le titre « PS-PSU-CFDT le remue-ménage ») aux reclassements en cours dans le mouvement ouvrier. Il faut attendre la troisième colonne pour que l'auteur lâche : « par delà l'anecdote, ce vaste remue-ménage autour du PS constitue une étape importante de l'histoire du mouvement ouvrier ». Et ce sous l'intertitre terriblement offensif et riche de perspectives : « rassemblons nos forces ! ». L'écho a envie de répondre « pour quoi faire ? ».

Il y a seulement un an, l'orientation de Révo ! pouvait sembler d'une clarté biblique. Partant du postulat selon lequel « la conscience anti-révisionniste est partie intégrante de la conscience anti-capitaliste », Révo ! se fixait pour but de rassembler « la gauche ouvrière » dans des comités d'action et à l'université « la gauche étudiante ».

Cette tâche était définie par rapport à la construction du parti, et ces regroupements conçus comme des amplificateurs politiques d'un groupe encore trop petit. La vision s'arrêtait là, le groupe *Révolution !* étant en effet trop petit pour surplomber de plus vastes horizons.

Il n'avait en particulier aucun projet, aucune réponse, pour l'organisation des masses au-delà de la gauche ouvrière. Se risquer à ce type de travail de masse pour un groupe encore trop peu affirmé dans son implantation ouvrière, aurait risqué de l'entraîner à s'adapter aux masses telles qu'elles

3 LES IDEES

Les courants spontanéistes nés de mai 68 se sont épuisés à en faire revivre le souvenir. Aujourd'hui que se meurt l'après-mai, qu'il faut savoir changer de registre, certains s'éteignent et se désespèrent comme pour une fin de fête. Encore faudrait-il être conscients du caractère ambigu de cette fête à la mode de Mai. Elle ouvre bien d'un côté sur la révolution, mais de l'autre sur le spectacle, le mythe, la désespérance des petits matins.

Pendant le reflux qui a suivi 1905, des militants bolchéviks et non des moindres, se retrouvèrent désorientés, avec le besoin d'inventer une foi qui les oriente et les soutienne, qui renforce leurs convictions ébranlées. Ils s'appelèrent « constructeurs de Dieu » et eurent maille à partir avec Lénine.

L'après-mai a produit ses « constructeurs de Dieu ». Dans un livre récent,



UTION! RIZONS OUS



D.R.

sont au lieu d'en prendre la tête. Ainsi raisonnait la direction de Révo! . Et, n'envisageant aucun travail de masse, Révo! n'avait guère besoin de se poser la question de ses rapports avec le mouvement ouvrier organisé. La question de l'unité de la classe, du mouvement syndical, le problème du Front Unique ne se posaient pas à Révo! . Son ambition se limitait à disputer au sein de l'extrême-gauche l'organisation de la gauche ouvrière. A petit groupe, petites ambitions.

JANUS

La légende veut que Révo! soit un groupe ultra-gauchiste. Revenons à de plus simples réalités : Révo! est un groupe centré qui se débat dans l'horizon limité de l'extrême-gauche. Au coup par coup, aujourd'hui à gauche, demain à droite si ça paye l'une partie du groupe espagnol Banderi Roja, jadis fraternel de Révo! n'envisage-t-il pas de regarder le giron du PC espagnol? Révo! n'a guère d'orientation stratégique, tout au plus un enchaînement d'opérations tactiques déterminées avant tout par la situation de l'extrême-gauche. Et les dérapages à droite ont déjà eu lieu : rappelons pour mémoire la politique de conciliation avec l'objection de conscience au détriment de l'anti-militarisme révolutionnaire, il y a un an.

Lors du débat au sein de la Ligue Communiste, en 71, nous répondions déjà à la minorité qui a fondé Révo! : « Comme Janus, le centrisme a deux faces. Il hésite devant la délimitation politique, de peur de se couper de l'avant-garde large et il plétine devant le travail de masse de peur d'y noyer l'avant-garde large ». C'est toujours vrai. Ni chair ni poisson, la gauche ouvrière ne

peut jouer le rôle du parti dont elle n'a pas le programme, pas plus qu'elle n'agit comme tendance d'un mouvement de masse unitaire.

A pres les élections, la question devient brûlante. Ou bien, il faut avouer que la gauche ouvrière se réduit au seul Révo! et qu'il ne sert à rien de gonfler une baudruche... Ou bien il faut reconnaître que Révo! a baptisé « gauche ouvrière » une avant-garde large, combative, dont une partie a voté Mitterrand dès le premier tour, une partie Arlette, une autre Dumont et, pourquoi pas, Krivine. Il faudrait alors admettre que le postulat de départ selon lequel « la conscience anti-révisionniste est partie intégrante de la conscience anti-capitaliste » est faux. Et il faudrait encore en conclure que c'est à travers un authentique travail de masse, unitaire, dans la pratique, qu'on débarassera la classe ouvrière des illusions « révisionnistes » ou staliniennes.

Bref, la poussée électorale de l'Union de la Gauche, le courant unitaire qui en résulte, réduisent l'espace de Révo! qui devrait, pour faire face à cette situation nouvelle, revenir au B.A./BA du leninisme et des rapports entre l'avant-garde et les masses.

Faute de quoi Révo! est condamné à de spectaculaires contorsions opportunistes. Qui ont déjà commencé.

LARGUEZ LES AMARRES...

Dans Révo! du 10 mai, on lisait : « Qu'est-ce que le PCF? Qu'est-ce que le PS? L'Union de la Gauche est-elle un Front Populaire?... Disons-le nettement : sans négliger l'importance de ces questions, les militants de Révo! n'ont pas un

goût exagéré pour ces débats académiques dont se délectent les diffuseurs de « Rouge ». Esquive un peu lourde des questions de fond qui commandent l'attitude des révolutionnaires dans la période qui s'ouvre.

Et qu'il le veuille ou non, Révo! y répond à sa façon.

Il y a un an, lors des législatives, Révo! écrivait fièrement : « Ce ne sont pas les succès électoraux de l'Union de la gauche qui favoriseront au premier chef les luttes ; au contraire, c'est la levée de l'hypothèque électorale qui en retarde, en étouffe et en dévie l'éclosion, qui sera le levier le plus puissant des luttes populaires. »...

Et cette année « Le vote Mitterrand peut améliorer le rapport de forces en faveur de la classe ouvrière. Et si Mitterrand gagne, ce succès bien qu'électoral ouvrira des marges de manœuvre plus importantes à la mobilisation ouvrière et populaire ». Il y a un an, Révo! concluait : « Pas une voix aux PDG du Parti radical, aux colonialistes du PS, aux briseurs de grève du PC. Une seule solution : l'abstention! ». Cette année, pas une voix au second tour ne devait manquer à Mitterrand pourtant candidat des PDG radicaux des colonialistes et des briseurs de grève réunis. Comprenez qui pourra!

Soit ce revirement se justifie par le fait qu'il s'agit de présidentielles et non de législatives ; ça ne tient pas debout. Soit parce que « ça poussait plus fort » ; et l'argument serait strictement opportuniste : il pourrait conduire à voter pour Pèron ou Spinola, sans critère de classe. Ou bien encore, c'est l'analyse du mouvement ouvrier par Révo!, des alliances, de leurs conséquences tactiques qui étaient fausses et il y a un an, et Révo! doit reprendre « ces débats académiques ». Faute de quoi, les militants seront éduqués aux improvisations, aux jongleries, aux a-coups opportunistes sans que jamais n'apparaisse

l'ébauche d'une ligne. Mieux encore, lorsque, dans une lettre ouverte aux militants du PCF, Révo! accuse « Mitterrand et le PS de vouloir remettre en cause le contenu du programme commun » et leur dit « camarades, les travailleurs ont subi trop de défaites pour qu'à nouveau, au lendemain des élections, on se retrouve pieds et mains liés, et par Mitterrand et le PS, et par la bourgeoisie », c'est encore trancher des débats académiques. C'est monter le PC ouvrier contre le PS bourgeois, c'est l'appeler à rompre avec le PS pour appliquer le programme commun. Comme si le PCF n'était pas lui-même prêt « à lier les mains et les pieds » des travailleurs en s'alliant avec les gaullistes s'il le faut.

L'académie a parfois sur le romantisme débraillé le mérite de la rigueur. Il a suffi de la première brise pour tourner la tête au bateau de Révo! et le faire divaguer. Ce n'est pas la dernière pirouette.

Une période s'achève, pour Révo! comme pour l'ensemble de l'extrême-gauche. A ne pas le comprendre, c'est Révo! qui risque de payer le plus cher, d'isolement et d'incertitudes. Dans un horizon structuré en partie par la perspective de l'Union de la gauche, il faut être capable de se situer pas à pas vis-à-vis des réformistes, de leur arracher le prolétariat sur la base de mots d'ordre clairs et de l'expérience pratique. La combativité chauffée à blanc, et supposée spontanément « anti-révisionniste » ne suffit plus, même si on lui accole la perspective du pouvoir des travailleurs ou la seule solution de la révolution.

Il faut prouver, démontrer. Et cela nécessite de se lancer hardiment, avec des perspectives programmatiques, au lieu de se murer frileusement derrière le rempart de la « gauche ouvrière ».

Nous ne tarderons pas à en reparler.

OLOGUES DU REFLUX

François Fourquet, militant éphémère de la Jeunesse communiste révolutionnaire en 1966, s'émerveille de la nouveauté du mouvement de mai : « Pas une trace de mécontentement, pas une once de colère jusqu'à l'entrée en scène de la classe ouvrière, à partir du 13 mai... », classe ouvrière qui a tout gâché avec son besoin de vengeance et sa morale d'esclave (Fourquet dit). Et de conclure : « Nous le savons désormais : le socialisme, ça n'existe plus. Impossible de penser une telle idée il y a vingt ans même chez les pires adversaires de l'URSS ». Or, « Le marxisme et tous ses avatars ne sont possibles que sous condition de croire au socialisme d'une façon ou d'une autre » (1). Table rase.

Autre ancien de la JCR Guy Hocquenghem publie un recueil d'articles (2) qui reconstituent la trajectoire du désenchantement : « Nous avons voulu la politique. La politique nous a recrachés, dégueulés, souillés et nous nous la sommes arrachée comme un cancer trop envahissant. Adieu trotskysme, anar-

chisme, maïsisme, constructions maladroites d'adolescents mal grandis, désirs de pouvoir honteux et mal masqués... » Et d'en conclure à la construction du paradis, sinon de Dieu : « Sortir du choix entre la morale révolutionnaire et l'affectation de nouveaux viveurs telle est maintenant la question posée par ce livre ».

A la différence de Fourquet et d'Hocquenghem, Glücksmann n'a jamais milité dans le mouvement trotskyste. Il en a seulement été l'interlocuteur en 1969 au moment du débat sur la nécessité ou non d'un parti révolutionnaire. On retrouve Glücksmann aujourd'hui, signant une tribune bien tournée dans le « Nouvel-Observateur », en défense de Soljenitsyne : « L'Eglise a interposé entre l'homme et la femme un prêtre produisant son diabolique : le serpent, la fornication. Entre le peuple et le peuple, le marxisme a établi son quadrillage de permanents, produisant ce retour du reflux qu'ils dénoncent comme spontanéisme, idéalisme, démagogie. Il est temps d'apprendre auprès

de l'autre christianisme, celui qui a creusé ses galeries sous l'empire romain, précipitant l'effondrement des premiers césars ».

Tous ceux là semblent partir pour la grande dérive. Leur amarre à la classe ouvrière n'était pas assez solide pour les ramener comme elle ramena Bogdanov, Lounatcharsky, « Constructeurs de Dieu » en 1908, à la révolution russe. Pour les spontanéistes issus de Mai, la longue marche a tourné court. La guerre prolongée aussi. Il y a cinq ans la formule de Mao « le pouvoir est au bout du fusil » leur était une sainte maxime ; aujourd'hui, tout au plus un phantasme phallogratique.

Dernière péripétie : l'appel récent à la création de groupes « marge » par des « anciens du 22 mars ». Comme si le rappel d'un passé aussi mince pouvait encore, six ans après servir de lettre de créance, auprès de jeunes et de travailleurs qui, depuis, en ont vu bien d'autres, de la mobilisation contre la loi Debré à la grève de Lip.

(1) « L'Idéal historique », p. 129

(2) « L'après-midi des fautes » (Grasset)





4 PSU: ATTENDRE C'EST CAPITULER!

Nous ne développerons pas en détail dans ce dossier le problème des courants centristes. Il faudra y revenir à propos de la préparation des Assises du Socialisme.

En effet, l'une des données nouvelles les plus importantes pour l'avenir de l'extrême gauche, c'est que les courants centristes qui s'étaient manifestés au sein de la CFDT, ou cristallisés autour du PSU, parallèlement au déclin de la social-démocratie traditionnelle, tendent aujourd'hui à réintégrer le giron du Parti Socialiste. Quel que soit l'avenir du PSU en tant que tel, on les retrouvera désormais autant à l'intérieur du PS qu'à l'extérieur.

Depuis le rattachement du PSU à l'Union de la Gauche, on a pu avoir un avant-goût des conséquences d'un tel phénomène. Le tassement ou le laminage de la charnière centriste va dans le sens d'un isolement provisoire de l'extrême-gauche, en même temps qu'ils modifieront les données des rapports unitaires entre révolutionnaires. Si des

initiatives ponctuelles avec le PSU ne sont pas exclues à l'avenir, la tendance générale est plutôt contraire. Le refus de la candidature Piaget en a exprimé le sens au plus haut niveau; ainsi que le refus de manifester le 1er mai. Mais déjà auparavant le PSU avait commencé à désertir progressivement, sur la pointe des pieds, les organes où l'extrême-gauche se retrouvait unie pour un travail de masse: des comités FSI pour l'Indochine aux comités Chili en passant par le CDA.

Le PSU sera-t-il purement et simplement absorbé par le PS? Rocard n'y voit aucun inconvénient: «les trois lettres du PSU, déclare-t-il à Libé, ne sont pas un problème». Quant aux statuts du PS, «ils sont assez souples». De toute façon, si le PSU ne se fond pas en tant que tel dans le PS, la dynamique reste lancée. L'aspiration unitaire demeure. Elle jouera: par pans, par groupes, par paquets, des militants du PSU rallieront en nombre le

PS. Ils le feront d'autant plus sûrement que l'opposition à l'entrée au PS n'offrirait aucune alternative stratégique.

Or, c'est ce qui se produit à l'heure actuelle. La minorité du PSU semble paner sur l'échec de l'opération conduite par Rocard et se mettre en réserve du parti, s'ériger en dépositaire de sa tradition et de son honneur. Ainsi, à l'issue de la réunion tenue dimanche des secrétaires fédéraux du PSU, 16 représentants de fédérations ont déjà signé un texte qui, loin d'attaquer la perspective d'entrée au PS et les renoncements qu'elle implique, portent l'attaque sur le caractère peu démocratique du débat et dénoncent les faits accomplis. Si l'opération chavire comme ils le pensent, ils seront là pour relever le drapeau du parti au nom de son programme de Toulouse.

C'est fermer les yeux sur le principal. Et le principal c'est le renforcement de l'aspiration unitaire à l'issue du résultat électoral. Les manœuvres d'ap-

proche peuvent dériver, le PSU finira par glisser dans le sens du courant. Et attendre, c'est d'ores et déjà capituler.

Pourtant, il faut absolument que ce courant centriste, polarisé autour du PSU, ne rentre pas comme un seul homme au bercail social-démocrate. Ce serait une défaite grave pour les révolutionnaires, qui les rejeterait en marge du débat en accréditant l'idée que «ça» passe et «ça se passe» dans le PS, et en dernier ressort dans l'Union de la Gauche.

Pour éviter une telle capitulation en masse, à nous d'ouvrir le débat, dès maintenant, dès la rentrée, sur les tâches immédiates, sur les voies révolutionnaires en France, sur l'auto-gestion socialiste et sur le parti révolutionnaire dont nous avons besoin. Espérons que l'AMR et la gauche du PSU en seront partie prenante. Les enjeux sont trop sérieux pour être gâchés par des préséances mesquines et de petites susceptibilités.

5 UN COUR NOUVEAU EST NECESSAIRE

Il ne suffit pas de voir comment les différentes composantes de l'extrême-gauche réagissent à la nouvelle situation politique. Il faut bien comprendre qu'elles vont être confrontées à des problèmes considérables.

Pendant six ans, les organisations révolutionnaires qui ont fait en mai 68 leur première poussée de croissance ont été gâtées: l'histoire leur a tendu une perche. Les tâches imposées par la situation allaient au devant de leurs moyens.

Que l'on passe en revue les temps forts des luttes sociales et des mobilisations des six années écoulées. Il y a eu les grandes luttes de la jeunesse aux printemps 71 et 73. Les manifestations anti-fascistes du 9 mars 71 et du 21 juin 73: l'anniversaire de la Commune en 71, il y a eu les campagnes internationalistes de soutien à la révolution indochinoise et au peuple chilien. La défense des emprisonnés de Burgos avec le Secours Rouge en 70. Les luttes ouvrières ont été marquées par des lut-

tes phares: de la grève des Batignolles (71) à celle de Lip (73) en passant par le Joint Français (72), les Nouvelles Galeries de Thionville, les OS de Renault, les immigrés de Pennaroya et de Girosteel. Il y a eu la grande manifestation pour les funérailles de Pierre Overney en 72.

Sur un fond d'accalmie sociale relative, ces initiatives centrales, ces campagnes nationales, ces grèves exemplaires ont permis aux organisations révolutionnaires de sortir des facultés, de briser l'image du gauchisme étudiant, de surmonter l'état de groupuscules, de faire les premières preuves pratiques de leurs capacités et de leur sérieux militant.

Sur le plan des mots d'ordre même et des formes de lutte, le problème du pouvoir central n'était pas posé de façon immédiate, alors que des organisations encore peu implantées ont dû mal à y répondre. En revanche, il s'agissait de la tactique des luttes, du refus des contrats de progrès, du mot d'ordre d'augmentations égales pour tous, que

les révolutionnaires pouvaient défendre et illustrer par des exemples concrets, à la mesure de leurs forces.

C'est tout cela qui est en train de changer depuis un an. D'une part, parce que ce sont des masses qui se mettent en branle. Il s'agit du décollage d'une nouvelle montée ouvrière par rapport à laquelle nos filets sont trop grossiers, le courant passe entre les mailles. D'autre part, parce que désormais la question des solutions politiques d'ensemble est suspendue en permanence à l'horizon des luttes. L'Union de la gauche y répond à sa façon, concrètement, même si cette réponse ne mène pas loin. Et les organisations révolutionnaires, encore trop petites, trop faibles pour pouvoir imposer un front unique ouvrier systématique de la base au sommet et un authentique gouvernement ouvrier, ne peuvent pas pour autant se contenter d'y répondre par de vagues slogans sur la seule solution, la révolution.

En fait, chaque organisation voulant aller de l'avant devra revoir en détail et approfondir ses orientations quant aux luttes ouvrières, quant à la carac-

térisation de l'Union de la gauche, quant aux perspectives programmatiques à avancer. Elle devra d'autre part réexaminer son système organisationnel souvent conçu en d'autres temps, pour d'autres tâches.

Chaque organisation sera amenée à discuter ces problèmes en son sein. Il serait souhaitable pour tous que ces discussions internes débouchent sur des confrontations publiques. Quant à nous, nous avons, avec le Programme d'Action de Rouge, avec les résolutions de la direction provisoire du FCR, versé nos premières pièces au débat. Le premier congrès du FCR à l'automne prochain apportera de nouveaux textes en même temps que seront publiés les débats préparatoires.

Un cours nouveau est nécessaire. Souhaitons qu'il naisse de polémiques aussi fructueuses que, pour leur temps, celles de l'immédiat après-mai. Et que toutes les organisations de l'extrême-gauche dans son ensemble en soient partie prenante, au lieu de se recroqueviller chacune sur ses acquis.

« La guerre durera temps que durera le colonialisme »

Alors que les grèves se multiplient au Mozambique et en Angola, alors qu'à Bissau se déroulent des manifestations de masse en faveur du PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et des Iles du Cap-vert), deux déclarations résumant l'actuelle situation des rapports entre les mouvements de libération et les portugais.

Le 11 juin, Spinoza à l'occasion de l'investiture des nouveaux gouverneurs d'Angola et du Mozambique réaffirmait la position stricte de son régime (M. Soares, alignez-vous !):

- cessez-le-feu, reconstruction et développement, établissement de structures démocratiques (?) de participation et régularisation des structures politiques et économiques - référendum. Spinoza rappelait ainsi son veto à l'abandon des Iles du Cap-vert au PAIGC et son projet de constitution de 3èmes forces face aux mouvements de libération. Quelques jours plus tard à Alger, les négociations avec le PAIGC étaient brutalement suspendues sine die !

Le 12 juin, Marcelino Dos Santos expliquait à la télévision britannique que le FRELIMO cesserait de vendre l'énergie électrique du barrage de Cabora Bassa à l'Afrique du Sud et à la Rhodésie, appliquerait strictement le blocus et soutiendrait totalement la cause des nationalistes africains de ces pays.

LA PREMIERE CARTOUCHE

Le durcissement actuel de la situation n'est pas surprenant, étant donné la fonction du régime Spinoza. Au sein du gouvernement d'Union Nationale, les réformistes ont brûlé leur première cartouche: celle de la séduction (illusoire) des mouvements de libération. Cunhal, secrétaire général du PC vient encore de répéter dans une interview à l'AFP que l'essentiel est « la reconnaissance par le mouvement des forces armées, que la solution est politique et non pas militaire... Il y a aussi la reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance et c'est un progrès important ». Quant à Mario Soares il s'est tout simplement rendu à la conférence de l'OTAN à Ottawa. Les pays de l'OTAN sont impliqués militairement et économiquement dans le pillage colonial et portent à bouts de bras le colonialisme portugais. Mario Soares a juré mille fois qu'il n'était pas à la recherche d'une solution néo-coloniale. Mais chacun sait que c'est l'objectif unique des pays de l'OTAN. Alors... que dit Soares de cela: « Pendant longtemps j'ai critiqué publiquement l'OTAN et l'ai soupçonné (sic) d'avoir beaucoup aidé l'ancien régime... Cependant il doit y avoir un système de sécurité de l'Occident de même qu'il y a à l'Est le pacte de Varsovie des alliances militaires. Nous faisons partie de l'Occident et sommes donc fidèles à l'alliance, je voudrais seulement lui donner un contenu plus politique, l'axer vers la défense de la démocratie et des droits de l'homme... ». Il faut le faire !

UNE VOLONTE DE REPRISE EN MAIN DE LA SITUATION

La nomination du général Silvino Silverio Marques comme gouverneur de l'Angola et celle d'Alfonso Mendes comme secrétaire au travail indique bien la volonté de reprise en main de la situation politique et sociale. Personnage important de l'ancienne administration coloniale ils sont remis en place pour satisfaire les colons et briser le développement des luttes ouvrières. En Guinée l'Etat-major organise la pénurie des produits alimentaires. Au Mozambique l'armée annonce « la reprise de l'offensive » et l'Afrique du Sud annonce que son armée boucle 2400 KM de frontières, se réservant le droit de poursuite au cas où l'Angola et le Mozambique serviraient de sanctuaire aux mouvements nationalistes armés sud-africains, alors qu'on annonce l'arrivée à Pretoria de Mario Soares. Cependant l'armée coloniale portugaise connaît un état de décomposition avancée. En Guinée Bissau se



Le général Spinoza en Guinée où il était commandant en chef en 1972

multiplient les cas de fraternisation, et le PAIGC cherche à détacher définitivement les régiments africains de la tutelle de l'Etat-Major. Au Mozambique un régiment entier de la zone des combats a publié un communiqué de soutien au Frelimo et affirme sa volonté de déposer les armes.

VERS UNE CLARIFICATION DES MOUVEMENTS DE LIBERATION ?

Du côté des mouvements de libération, le PAIGC vient de réaffirmer le principe de base de futures négociations: reconnaissance de l'Etat de Guinée Bissau et indépendance de la Guinée et des Iles du Cap Vert. Samora Michel du FRELIMO dans une interview à l'EXPRESS réaffirme « nous n'accepterons de négocier que les mécanismes de transfert de souveraineté au FRELIMO ».

Quant à la guerre, dit-il, « elle durera tant que durera le colonialisme ou le néo-colonialisme ».

Enfin en Angola, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) vient de signer un accord de cessez-le-feu avec Lisbonne, permettant aux Portugais de prouver leur « bonne volonté ». Peu implantée, cette organisation est cependant moins dangereuse que le FNLA de Robert Holden qui, marionnette de Mobutu et de la CIA vient d'obtenir le soutien actif de Pékin. La crise du MPLA où s'affrontent principalement 3 fractions ne peut que favoriser le mouvement droitier et réactionnaire de Holden. De son côté, le gouvernement portugais voit en lui le commanditaire de la future politique américaine dans une Angola néo-coloniale. Se rappelant le sort de l'infortunée bourgeoisie belge au Congo, il refuse encore cette carte, espérant tirer son profit de la crise du MPLA. C'est là que se joue l'avenir immédiat en Angola. Eclatement ou compromis supplémentaire entre les 3 fractions? Clarification et autonomisation d'une tendance gauche anti-capitaliste ou rafistolage au profit de la droite? Le congrès sera décisif.

C. Gabriel
25-6-74

Mohamed Boudia assassiné il y a un an. Boudia, militant algérien, est tombé le 28 juin 73. Après Hamchari et Koubaissi il était assassiné par les services secrets israéliens. Militant de la révolution arabe il avait engagé la lutte au côté du peuple palestinien. Nous nous souvenons.



Sud-Vietnam



Le 4 juin 1974, à Phnom-Pent.

LA LUTTE, TOUJOURS !

Le GRP a décidé de suspendre une nouvelle fois sa participation aux réunions de la commission militaire mixte, alors que la Conférence de la Celle-St-Cloud reste au point mort.

Les privilèges et immunités diplomatiques de sa délégation stationnée à l'aéroport de Tan Son Nut n'ont en effet pas été rétablis comme Saigon s'y était engagé. Derrière ce nouveau blocage des rouages de mise en contact du GRP et du régime Thieu, il y a plus qu'un incident diplomatique.

● **Sur le plan politique l'opposition à Thieu dans les zones contrôlées par l'armée fantoche se manifeste plus largement qu'auparavant.** Le 10 juin quatre bonzes étaient assassinés à Kien Thanh (près de la frontière cambodgienne) par la police lors de manifestations contre l'appel des religieux sous les drapeaux. Le 18 juin, les bonzes manifestaient à nouveau à Can Tho, chef-lieu situé dans le delta du Mékong. Le même jour, 301 prêtres publiaient à Saigon une déclaration de protestation contre « la concussion, l'injustice et les vices sociaux » au Vietnam du Sud. La police bouclait le quartier où le mouvement, comprenant religieux et laïques, avait convoqué une conférence de presse. Elle n'a pu interdire cependant la tenue d'une réunion dans l'église de Tan Sa Chau. Les sectes religieuses réclament pour leur part leur armement propre. Il semble que l'on assiste à la relance de l'activité des mouvements religieux, qui étaient essouffés.

● **Sur le plan militaire, trois faits manifestent l'acuité de la situation.** Depuis plusieurs semaines, de très durs combats se déroulent autour de Bencat, ville située à 45 km au nord de Saigon. C'est la première fois que de tels

moyens (dont de nombreux chars de part et d'autre) sont engagés à une telle proximité de la capitale du Sud-Vietnam. Le 20 juin, c'étaient des bombardiers de l'armée fantoche qui coulaient une péniche nord-vietnamienne chargée de riz au large de Cuat Viet, port de la province de Quan Tri, située en zone libérée. Là encore, c'était la première fois que Saigon se permettait une telle escalade. Le 24, les artilleurs du FNL faisaient sauter 2 dépôts de munitions et de carburant (soit 4.600 tonnes de munitions et 96.000 litres d'essence) dans la région de Hué. Les combats restent — et resteront probablement localisés. Mais de mois en mois, une escalade des objectifs et des moyens engagés se développe sous l'impulsion de Saigon.

● **Sur le plan diplomatique,** un violent échange vient d'opposer le GRP aux américains qui accusaient, pas gênés, Hanoi de vouloir « conquérir le Vietnam du Sud par la force militaire ». Des rumeurs avaient couru selon lesquelles une nouvelle rencontre Kissinger-Le Duc-Tho pourrait avoir lieu prochainement. « Tant qu'il n'y aura pas un geste (du côté Washington), de telles conversations ne sont pas à envisager » répondait aux journalistes Mme le Dr Duong Quynh Hoa (« Humanité » du 15.6.74).

C'est dans ce contexte, que Nhu Nam, dans l'organe du FNL « Sud-Vietnam en Lutte » (N° 250-251) souligne le rôle de l'aide internationale « comme auparavant, pendant la guerre, l'union internationale des peuples progressistes avec notre peuple est une puissante source d'encouragement... ».

Le mouvement de soutien est très affaibli aujourd'hui en Europe. Mais la lutte se poursuit, prolongée, en Indochine. Il reviendra aux militants anti-impérialistes de savoir relancer demain la solidarité.



Portugal

Restauration de la censure et cassage des grèves :

pour spinola le printemps a assez duré

25 juin 74, deux mois jour pour jour après le renversement du fascisme, les grands axes de la situation politique s'éclairent aujourd'hui au Portugal. Dans les dix derniers jours, une série d'événements ont en effet éclairci la situation.

Le lundi 10 mai, dans la soirée, c'était le **1^{er} acte de censure de la télévision portugaise**: le Major Fernandez, délégué de la junte à la TV ordonne la suspension d'un spectacle donné par une troupe de théâtre, on y voyait un acteur caricaturer le cardinal de Lisbonne: ce spectacle était jugé « choquant pour les enfants et les catholiques » disait le communiqué. Les travailleurs de l'office se mettent immédiatement en grève pour protester contre la censure et demandent la démission du délégué de la junte... 10 jours après le 21 juin, une commission « ad hoc » est nommée pour organiser le **contrôle de la presse, la radio, la TV, le théâtre, le cinéma**: les infractions prévues sont assez vastes:

- incitation à la provocation, à la désobéissance militaire;
- incitation à la grève, à la paralysie du travail ou autres manifestations non autorisées par la législation en vigueur;
- offenses au chef de l'Etat, aux membres du gouvernement ainsi qu'aux chefs d'Etat étrangers ou représentants des gouvernements étrangers;

Le contrôle n'ayant lieu qu'a posteriori, il ne s'agit pas d'un réel rétablissement de la censure, précisent bien les représentants de la junte dans les journaux.

Caetano est libre à l'étranger et nous, nous sommes ici en prison

Ce type de mesures augure mal de la **libération de Peralta** (officier cubain arrêté dans les maquis de Guinée Bissau et de celle de **Saldanha Sanchez** (dirigeant de l'organisation maoïste MRPP). Quand ces détenus de droit commun de la prison de Lisbonne se révoltèrent il y a 15 jours, ils scandaient: « Caetano est libre à l'étranger et nous nous sommes toujours ici, en prison ». Ils exprimaient là une réalité qui risque de devenir plus tangible encore.

Au niveau même de l'armée, la crise n'est pas en passe d'être réglée, loin de là. En Guinée Bissau, des soldats ont encore déclaré que si les dirigeants ne voulaient pas faire la paix, eux ils commencent sur le terrain même à arrêter de tirer.

Mais, parallèlement, aujourd'hui même, 8 mineurs sont tués par l'armée à la frontière du Mozambique et de l'Afrique du Sud.

La fin de la grève des postes, comme celle de Timex marque un tournant dans la situation politique et sociale

Au niveau même des luttes ouvrières, la fin de la grève des postes comme de celle de Timex **marque un tournant dans la situation politique et sociale**; de grèves phares qu'elles étaient, la junte en a fait des grèves tests et, comprenant l'enjeu, a frappé fort avec l'appui ouvert du PC et de l'intersyndicale.

Après le 1er mai, on a assisté à un développement des luttes ouvrières au Portugal tel que Spinola ne l'avait pas prévu. Dans tous les secteurs va se manifester cette explosion populaire, que ce soit dans

les quartiers, les journaux, les banques et même les clubs de foot! Au niveau des entreprises, on assiste à une vague de grèves, pour le vidage des directeurs fascistes, pour les revendications de salaires et de conditions de travail. Les usines sont occupées, des commissions de fabrique se créent. Expression de la nécessaire unité des travailleurs d'une même entreprise contre le patronat, ces commissions de fabrique sont le lieu de regroupement des travailleurs combattifs, elles sont aussi la première riposte aux syndicats corporatistes qu'avait instaurés le fascisme et ouvrent donc la voie à la création de syndicats de combat.

Ainsi, la démocratie qui avait été étouffée resurgit. Le 11 mai par exemple, 5000 cheminots élisent leurs représentants, 12, au conseil d'administration des chemins de fer. A Lisnaves aux chantiers navals de Lisbonne, où jusque là il y avait 24 syndicats pour plus de 8000 travailleurs, une commission de fabrique de 36 membres est élue; à Messa (machines à écrire) c'est de 9 membres que sera composée la commission.

Les revendications fusent de tous les côtés, mais se rejoignent sur les préoccupations essentielles:

- 6000 escudos minimum (soit 1200 F)
- 40 H immédiates
- salaire garanti en cas de maladie ou d'accident
- un mois de congés payés
- 13ème et même 14ème mois

Après les premières victoires sur l'augmentation des salaires et les congés payés, d'autres problèmes se posent. Tout d'abord le PCP jouant habilement sur le manque de tradition des travailleurs, va très vite casser les commissions de fabrique quand il peut le faire, en les quittant purement et simplement, et au niveau

national il va donc créer de toutes pièces une intersyndicale qui regroupe aujourd'hui une centaine de syndicats, mais qui ne repose pas sur une mobilisation réelle. De plus, souvent comme à PLESSEY (entreprise de téléphone) ce sont les mêmes structures corporatistes qui sont utilisées.

D'autre part, le cahier de revendications présenté généralement et qui reflète bien le désir de luttes et le débordement de revendications étouffées par 40 années, renferme aussi une faiblesse, celle de la dispersion de toutes ces revendications: ainsi, aucune bataille centrale ne sera menée sur

Le PCP qui, dans la clandestinité demandait 6000 escudos de salaire minimum, signe aujourd'hui pour 3300

les 6000 escudos, les 40 H, le 13ème mois, etc. Alors que c'auraient pu être les thèmes de batailles nationales. En réalité le gouvernement, généreusement, accorde 3300 escudos comme salaire minimum. Le PCP qui, en début d'année, dans un numéro clandestin d'« AVANTE », demandait 6000 escudos, signe aujourd'hui pour 3300 au nom de l'économie nationale.

Fin mai, les grèves du métro et de Carris renfermaient les signes avant-coureurs de ce que serait le devenir des grèves des CTT (Postes) et Timex. Au milieu du mois de juin, en effet, ce sont ces grèves qui vont marquer la vie sociale: pourtant, elles ne sont pas seules, les premières luttes contre les licenciements commencent. A Segantal, les travailleurs se mettent en grève avec occupation pour riposter à une faillite et vendent le stock de vêtements à la cantine de l'université et aussi avenue de la Liberté à la Foire du Livre.

Timex: une mobilisation de plusieurs mois

A Timex Lisbonne, comme à Besançon dans l'autre usine les 2000 employées à majorité féminine très jeune sont amenées en car à l'usine, à 20 kms de la ville. Déjà, en février 74, un atelier de fabrication de pièces de 120 personnes, très combatif, surnommé « Le Vietnam », démarre une lutte pour 1000 escudos et entraîne dans l'action d'autres ateliers. Le lendemain du 25 avril, le 11 mai, c'est de nouveau la grève pour l'expulsion de 6 administrateurs fascistes. En même temps, le cahier de revendications est élaboré et la lutte démarre très vite, après que le vidage soit effectif. Cette lutte ira crescendo, intégrant une revendication que l'on rencontre rarement: l'abolition du salaire aux pièces. Dans une première étape, ils appliquent dans les faits les 40 heures, puisque le patron refusa de les leur accorder. Ensuite, c'est le ralentissement des cadences, ralentissement massif qui ira jusqu'à ne produire que 5 % de la production totale.

La dernière étape, c'est enfin l'occupation de l'entreprise, le 4 juin avec contrôle des stocks, organisation de piquets de grève, des roulements de la cantine. Les entrées et les sorties des travailleurs sont sévèrement contrôlées et limitées. La grève est dirigée par un **comité de fabrique de 29 personnes** dont 18 femmes élues par atelier. Un journal des grévistes est rédigé et vendu à la porte des entreprises, ils reprennent en cela l'exemple de Messa. D'emblée, cette grève, de par sa position géographique, par la méfiance extrême dont font preuve les travailleurs eux-mêmes envers ce qui se passe à l'extérieur de leur entreprise, connaît un réel danger d'isolement.

Très tôt, un comité de soutien se crée, nos camarades de la LCI en sont partie prenante et ce comité va jouer un rôle important pour la popularisation. Il distribue tracts et affiches et organise des meetings. Le jeudi 20 au soir encore il projette un film sur Lip. Mais cette grève dont le contenu anti-capitaliste était clair a tenu bon pendant plusieurs semaines. Malgré cet isolement relatif, la pression ne se relâchait pas, chacun était à son poste et on commençait à se poser la question de survivre en vendant le stock de montres. L'expérience de Lip est connue jusqu'ici.

La solidarité internationale est développée là aussi: le même jour est distribué à Lisbonne Timex un tract rappelant les grands axes de la lutte des Lips, leur organisation en commissions. Et à Besançon Timex, un tract du FCR est diffusé sur la grève de Lisbonne.

Devant ce qui pouvait devenir contagieux, le gouvernement réagit, après avoir cassé le 20 la grève des Postes, le lendemain il part à l'offensive. Les **forces armées rentrent dans l'entreprise puis pénètrent dans l'assemblée générale**, y imposent la présence de l'administration, son droit de vote. Elles quadrillent la salle, imposent un vote à bulletins secrets, minuent les temps de réponse, etc.

Résultat : l'administration ne lâche que très peu : 2 h 30 de moins de travail, 2000 escudos pour certaines catégories de travailleurs. Ainsi une couche de travailleurs, ceux-là même qui constituent le noyau combatif de l'entreprise, ne gagne quasiment rien, on croit ainsi diviser les travailleurs. Lundi 24, les travailleurs décident de continuer la lutte sous une autre forme : ils appliquent dans les faits les 40 h et sortent plus tôt.

Les Postes : la 1ère grève nationale après un demi-siècle

Pendant la semaine du 17 au 22 juin, le Portugal connaît à la fois sa première grève nationale depuis un demi-siècle et aussi les premières manifestations d'éléments de droite contre la classe ouvrière depuis le 25 avril, et ce avec l'appui du PCP, CDE...

Les Postes, c'est un prolétariat jeune pour une grande partie. Dès le 25 avril se pose le problème de créer un syndicat. Comme l'explique le camarade dans l'interview qui paraîtra la semaine prochaine, c'est au niveau de chaque centre que doivent commencer les premières discussions, que sont élus les premiers délégués provisoires, que sont discutées les revendications. De fait, la commission centrale pro-syndicale se considère toujours comme « provisoire » et ne prendra des décisions qu'avec l'ensemble des délégués. Ainsi, les travailleurs des Postes, intégrant l'expérience des comités de fabrique, font la preuve concrète de la possibilité de rapides développements du niveau de conscience (contrairement à ce qu'affirme le PCP par exemple). Ils élaborent eux aussi un très long cahier de revendications, mais ils en retiennent les points essentiels tant pour la propagande que pour les négociations : 6000 escudos, 35 h tout de suite, un mois de vacances 100 %, heures supplémentaires payées à 200 %, révision des niveaux de classifications. De plus, leur fonctionnement en comité central de grève, en commissions (commissions « communications entre services », comité de grève et piquets, secrétariat, brigades mobiles : fournitures pour la

Des centaines de travailleurs, dans les postes ont ainsi fait l'apprentissage de la lutte

grève, assistance médicale et sociale, information et propagande...) facilite une participation massive des travailleurs à la vie de la grève. Des centaines de travailleurs font pour la première fois l'apprentissage d'une lutte, que ce soit au niveau d'une délégation de centre, d'un piquet de grève, de commissions, etc.

De la même manière, la mise en avant, parallèlement et sur le même plan que les revendications « économiques » des mots d'ordre : pour un syndicat fort au service des travailleurs... discutons et organisons-nous pour la construction d'un syndicalisme fort et véritablement démocratique... montre également le niveau de préoccupation des grévistes qui ne partent pas en lutte sur un coup de colère, mais veulent se donner les moyens de préparer les prochaines actions, de construire un rapport de force à l'intérieur de l'entreprise. D'emblée, dans un de leurs communiqués, ils se démarquent des structures corporatistes et prônent le syndicat d'industrie. Également lors des élections de délégués, pour éviter la prépondérance des chefs de service habitués à parler et prompts à tourner leur veste, ils limitent numériquement le nombre de leurs représentants.

Mais le sens politique de cette grève qui va prendre la une des journaux pendant quelques jours va escamoter ses leçons de démocratie, et les révolutionnaires devront donc les populariser pour qu'elles deviennent l'acquis de la classe ouvrière.

A travers cette lutte de 35000 postiers, c'est une épreuve de force centrale avec la junte et le gouvernement qui s'engage. Il est exclu qu'elle dure aussi longtemps que Timex et, comme c'est une grève de services publics, le meilleur instrument dont va disposer et user abondamment le régime c'est l'intox auprès de la population.

La junte va donc attaquer en poursuivant sa campagne de presse contre les grèves « opportunistes » et « anarchistes », et déclare tout simplement que la commission pro-syndicale n'est pas représentative, qu'elle a pris seule la décision de cette grève. Cette tentative de division ne fait pas mouche et la campagne prend immédiatement un tour plus violent. Le PCP y joue bien un rôle de chef d'orchestre, il est vrai que sa capacité à contrôler ou non la classe ouvrière décidera de sa survie au gouvernement !

Lui qui déjà le 5 mai, lors d'une opération d'union sacrée, s'était élevé contre le ren-

versement « illégal » des institutions municipales fascistes, pousse aussi les travailleurs à offrir des journées de travail gratuites au gouvernement. Le 30 mai, il organise sa manifestation d'appui au ministère du Travail dont un de leurs camarades, Pacheco Gonçalves, a la charge, et 5 à 6000 personnes viennent là appuyer sa politique d'union nationale et de lutte anti-grève : c'est peu pour chanter l'hymne national et brandir les portraits de Spínola.

Le 17 juin, il ne faillit pas à sa tâche, et non seulement il sort communiqué sur communiqué pour condamner la grève, mais il organise même de véritables piquets contre la grève, en particulier en province, dans des endroits qui lui sont favorables. Ses militants interviennent alors sur le thème : « que ces aventuristes qui veulent mettre l'économie en danger et favoriser ainsi le fascisme retournent travailler, d'ailleurs n'oublions pas que dans les services publics, il y avait de nombreux agents de la PIDE-DGS, en particulier au CTT, pour ouvrir le courrier, les écoutes téléphoniques, etc. ».

C'est ainsi que ça s'est passé à Porto, au nord du pays, à Marinha Grande, le MDP devançant les désirs des MFA déclare que si jeudi 20 les travailleurs n'ont pas repris leurs postes, c'est eux-mêmes qui vont occuper les locaux de la poste !

De plus, pour la première fois, des manifestations dont on peut penser qu'elles sont dirigées par des éléments de droite ont lieu : à Viseu, un comité de commerçants organise une manifestation contre la grève et baisse les rideaux, même phénomène à Beja et ailleurs.

De fait donc, seul le MES (Mouvement de la gauche socialiste) et la LCI soutiennent dès le début les grèves, suivis ensuite par le reste de l'extrême-gauche. La LCI lie cette lutte à celle de Timex et sort une affiche de solidarité dès le 19 ainsi qu'un tract distribué sur toutes les entreprises de Lisbonne et alentours. Mais ce projet d'intervention des forces armées, le premier depuis le coup du 25, outre qu'il marque un tournant dans la situation politique, casse la grève : la peur de se retrouver isolés dans un affrontement central avec la junte fait reculer les grévistes qui, la rage au ventre, décident à une faible majorité, après une nuit d'AG de délégués, de rentrer. Mais d'ores et déjà, ils ont entamé d'autres formes de lutte : la grève du zèle, les services gratuits, etc. Et le combat pour la création d'un syndicat de combat se poursuit et devient l'objectif essentiel.

Il est probable que le passage de ces deux grèves qui apparaissent comme des défaites marque un coup d'arrêt à la mobilisation ouvrière et ce d'autant plus que les premiers départs en congés payés vont commencer. Seules demeurent des luttes de petites entreprises. Mais, à travers ces événements, un danger apparaît réel, en filigrane tout au moins, c'est celui d'une coupure dans la classe ouvrière elle-même.



A l'usine de COMETMA comme à celle de SOREFRAME, usines de la métallurgie qui ont mené des luttes dures sous le fascisme, le PCP a une influence prépondérante. A COMETMA, au-dessus de l'entrée, on peut lire sur un panneau, en gros : « Ici les travailleurs ne sont pas des provocateurs, leur parti c'est le PCP ». Et il est clair que l'audience du PCP dans la classe ouvrière est énorme, mille exemples peuvent le démontrer. Mais les travailleurs des CTT qui, eux, se sont affrontés physiquement dans certains endroits aux militants du PCP, pourraient, du fait de leur faible niveau de politisation et de leur écoeurement, devenir anti-communistes, anti-politiques... A Timex, les 2000 employés en majorité très jeunes qui, au cours d'une lutte riche, ont passé une nuit entière d'assemblée générale avec les forces armées dans le dos pour aller voter, n'ont aucune confiance dans ce gouvernement et dans Cunhal ou Soares. Mais ils n'ont guère de perspectives politiques non plus.

Voilà pourquoi la tâche des militants révolutionnaires au Portugal est plus que jamais d'offrir une stratégie alternative à ce gouvernement de coalition, de dénon-

cer la guerre coloniale et de développer les organisations de masse de soutien aux luttes d'indépendance. C'est une des tâches prioritaires.

Mais ils doivent aussi propager les aspects positifs des luttes qui se sont déroulées, dans les textiles, à Messa, à Timex comme dans les CTT, ces luttes où les travailleurs prennent la voie de la démocratie et de la mobilisation pour créer le syndicat.

Dans les entreprises, ils développent la propagande et l'agitation pour :

— le droit de grève et les libertés syndicales

— un syndicalisme libre, de classe, d'industrie, démocratique

Un tel syndicat se crée dans des discussions d'ateliers, dans les luttes, dans l'élaboration des revendications par l'ensemble des ouvriers, etc. Seules de telles méthodes assoieront l'assise de masse du syndicat, lui permettront de lutter avec succès contre la vague de licenciements, de chômage et l'augmentation du coût de la vie qui va avoir lieu dans quelques mois.

S. TRITON
le 25.6.74





Interview d'un dirigeant de l'IRA provisoire (2ème partie) « La grève des protestants avait le même sens que celle des camionneurs au Chili »

QUESTION. Quelle est la politique du gouvernement travailliste ?

Sa politique est de tenir pendant 4 mois. Pour l'instant il n'a pas de politique. Mais dans environ 4 mois les élections auront eu lieu en Grande-Bretagne et permettront au gouvernement d'agir avec plus d'autorité. Mais il y a des limites. Nous avons vu le soutien pour le « Troops out movement ». La majorité des anglais, et je ne dis pas des britanniques, soutient la demande de retrait des troupes. Environ 30 députés social-démocrates soutiennent également cette revendication. Il y a des indices qui permettent de croire que si la situation le lui permet, Wilson choisira la retraite des troupes. S'il fait cela, il n'y a pas de doute que l'armée britannique s'opposera à toute retraite de l'Irlande du Nord à moins que l'on ne donne le pouvoir aux protestants.

Il y a deux raisons à cela : en premier lieu la sympathie naturelle des officiers de l'armée britannique pour les loyalistes ultras en Irlande du Nord, en second lieu le désir d'éviter une défaite par trop apparente.

La seule manière d'effectuer une retraite qui ne ressemble pas à une défaite est d'entraver la Ulsterisation.

Q. Quelle est la situation aujourd'hui dans la communauté catholique ?

Au sein de la communauté catholique il y a des signes très positifs. Si l'on considère les résultats électoraux de l'année dernière, 42 % des catholiques ont voté pour le Social-Democratic Labour Party (SDLP). Mais Tim Pat Coogan, auteur d'un livre sur l'IRA et éditeur du quotidien « Irish Press » à Dublin disait au moment des élections : il y a des catholiques qui sont allés voter pour le SDLP mais s'ils rentrent chez eux et trouvent des membres de l'IRA installés dans leur salon pour tendre une embuscade, la première chose qu'ils leur diront c'est : « Voulez-vous une tasse de thé, les gars ? ». Il disait qu'ils avaient réussi à faire voter les catholiques pour la « paix » mais ils n'avaient pas réussi à obtenir de la communauté catholique une décision pour imposer cette « paix », ni des mesures contre l'IRA. Donc la réaction maintenant dans la communauté catholique est de quitter le SDLP pour revenir vers les « Provisoires ». Le SDLP se rend compte de cela et fait tout pour essayer de retenir sa base. Par exemple, le ministre du logement S.D. de l'ancien gouvernement d'Irlande du Nord, Austin Currie, avait introduit un décret pour casser la grève des loyers et des impôts immobiliers (Pour chaque semaine de retard dans le paiement il fallait payer une amende de 25 p. soit 2 F 50). 2 heures avant la chute du gouvernement il a aban-

donné ce décret. Les SD qui n'avaient rien dit sur la question de l'internement administratif se sont mis tout d'un coup à demander la fin de l'internement. Le dirigeant du SDLP, Gerry Fitt, qui avait attaqué ceux qui faisaient la grève de la faim dans les prisons de Londres, tout d'un coup s'est mis à demander le retour en Irlande de ces grévistes de la faim. Il faut savoir que le parti S.D. en Irlande est encore plus opportuniste que les partis S.D. ailleurs. Sa politique consiste à mettre un doigt mouillé hors de la fenêtre tous les matins pour savoir d'où souffle le vent.

Le parti social-démocrate est dans la tradition du néo-colonialisme depuis l'abandon de la politique de l'Empire il y a 16 ans. Le parti social-démocrate fut en fait créé par les britanniques avec l'aide de la bourgeoisie de l'Irlande du Sud. C'est un gouvernement conservateur qui l'a créé avec l'aide du parti S.D. en Grande-Bretagne. Les finances pour payer les permanents viennent d'un trust anglais : le « Rowntree trust ». Nous savons que tout l'argent qui est donné par ce trust aux S.D. l'est sur recommandation du gouvernement britannique. Nous savons aussi que la même somme d'argent est payée au « Rowntree trust » par un trust financé par le gouvernement américain : le « Ariel Fondation ».

Il y a maintenant certaines indications qui montrent que les américains ont participé également à la manipulation du S.D.L.P.

Q. Quelle est la politique du mouvement républicain provisoire ?

Le mouvement républicain provisoire a dit que la campagne militaire continuera jusqu'à la satisfaction des trois revendications fondamentales suivantes :

— Une déclaration d'intention de la part du gouvernement britannique signifiant son intention de se retirer de l'Irlande.

— Entre cette déclaration et la date de retrait, les troupes doivent être cantonnées dans les casernes. Cela implique que dans les quartiers catholiques le pouvoir soit de fait aux mains de l'IRA.

— Une amnistie immédiate pour tous les prisonniers politiques. Il faut savoir qu'actuellement en Irlande il y a des camps de concentration avec des milliers de prisonniers politiques qui pour la plupart d'entre eux sont des membres ou des sympathisants des provisoires.

Cette amnistie doit s'appliquer que le procès ait eu lieu ou non.

Q. Quelle est l'attitude des provisoires sur la question de l'Irlande unifiée ?

Nous proposons aux protestants une forme d'autonomie locale pourvu que soit

respecté le principe que le destin de l'Irlande soit décidé par l'ensemble du peuple irlandais, au Nord et au Sud. Nous leur proposons une autonomie supérieure à celle qu'ils ont par rapport à la Grande-Bretagne, et cela à une condition : qu'ils n'aient pas le droit de pratiquer une discrimination contre les catholiques.

Il y a un décalage entre les capacités politiques. Il faut comprendre que le mouvement provisoire a surtout agi en tant que milice de défense dans les ghettos catholiques, les questions politiques venaient après. Cela est reconnu et a été dit par exemple dans la déclaration d'un dirigeant du mouvement provisoire, lors de la manifestation de masse à Derry, à Pâques.

Le mouvement provisoire essaie maintenant de clarifier ses positions politiques aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du mouvement. En ce moment, on peut décrire notre politique comme socialiste, mais pas encore comme marxiste.

Des déclarations ont été faites plusieurs fois pour souligner le fait que les provisoires prendront dans les différentes traditions socialistes révolutionnaires tout ce qu'ils pensent pouvoir être pertinent dans le cas de la situation irlandaise. Ils ont pris position contre le communisme bureaucratique et stalinien et s'inspirent du Vietnam, par exemple.

Q. Peux-tu expliquer les différences entre les Provisoires et les Officiels ?

Les officiels tendent de plus en plus à devenir le parti de l'Etat libre n° 4. Cela veut dire que la plupart des partis en Irlande du Sud viennent des rangs de l'IRA.

— Fianna Fail, le parti de De Valera.

— Fine Gael, sur la base du traité de compromis avec la Grande-Bretagne ;

— Clann Na Poblacta.

Les Officiels tendent à suivre la même trajectoire. A cause de la période, leur rhétorique est plus à gauche, mais si on examine leurs revendications on voit que ce n'est qu'un parti réformiste. Un parti réformiste avec beaucoup de contradictions. Par exemple ils disent qu'ils ont conclu un cessez-le-feu avec la Grande-Bretagne, puis nous avons su que 2 de leurs camarades furent tués, assassinés brutalement par l'armée britannique en allant placer une mine pour tendre une embuscade aux troupes britanniques. Donc il y a cessez-le-feu mais en même temps des embuscades. Cela montre que les Officiels ne sont qu'une alliance de différentes tendances. Dans le Derry, une tendance gauchiste économiste, dans le Sud une tendance réformiste, dans la région de Belfast, une alliance de différentes tendances. Les Officiels ne représentent pas une force politique cohérente. En ce moment, le général adjoint de leur aile armée vient

d'être renvoyé et les éditeurs de leurs trois journaux les plus importants viennent de « démissionner » ou d'être renvoyés. Nous pensons que tout cela montre que les Officiels traversent une crise majeure. Cela vient du fait qu'ils ont essayé d'éviter de poser la question nationale en Irlande. L'expérience a montré que la question nationale est la question essentielle, l'essence du réformisme en Irlande est de séparer la question nationale de la question sociale. Tout parti qui s'est trompé sur la question nationale s'est par la suite trompé sur tout le reste.

Q. Peux-tu expliquer l'organisation dans les quartiers catholiques ?

Cela varie selon les régions. Si les catholiques sont majoritaires ou minoritaires les techniques de défense ne sont pas les mêmes. A Belfast pendant la grève si l'armée britannique avait frappé les loyalistes, les loyalistes auraient riposté non pas contre l'armée mais contre les catholiques. Pendant la grève il y avait un accord de défense entre les Provisoires et la base des Officiels.

L'armée républicaine a pris le contrôle de la distribution de carburant, de nourriture et des services essentiels. Dans certains cas cela impliquait d'amener de la nourriture du Sud. Et ce n'est pas un secret de dire qu'il y avait des plans, en cas de nécessité, pour ouvrir un couloir vers le Nord. Mais il n'y a pas eu de problèmes majeurs. Tout cela a été fait avec l'IRA ou avec l'accord de l'IRA.

Q. Quelle est l'attitude des Provisoires vis-à-vis de la grève des loyalistes ?

Il est intéressant que tu parles d'une grève. Billy Kelly, un des dirigeants du UWC (Ulster Workers Council) a dit : « Nous avons le soutien de l'aristocratie et de la bourgeoisie ». Il a assuré aux travailleurs protestants que leur action n'était pas une action de classe et que comme d'habitude les classes supérieures protestantes étaient avec eux. Dans le County Doron un dirigeant de la grève était le « Lord Lieutenant » (le représentant de sa Majesté très britannique). C'était une grève dans le même sens que la « grève » des camionneurs contre le gouvernement. Allende était une grève.

Il y beaucoup de confusion dans le reste de l'Europe sur la question des plasticages de l'IRA.

Premièrement il faut être clair. Tous les plasticages ne sont pas réalisés par les Provisoires. Il y a des plasticages faits par des unités clandestines de l'armée britannique. Ce sont les plasticages qui provoquent le plus de victimes civiles. Dans le cas des plasticages faits par les Provisoires, l'avertissement est donné suffisamment à l'avance.

Quant aux raisons des plasticages des Provisoires, elles sont triples :

1) Obliger les troupes britanniques à se disperser en Irlande du Nord et rendre difficile une occupation des ghettos catholiques.

2) C'est aussi une forme de guerre économique. Déjà selon la déclaration de Mike Cooley, un dirigeant du mouvement syndical britannique, la guerre en Irlande coûte à la Grande-Bretagne, toutes proportions gardées, autant que le Vietnam aux USA.

3) La 3^e raison, et cela est déjà un succès, a été de réaliser la chute du premier gouvernement de Stormont. La chute de Stormont fut une condition préalable pour provoquer l'effritement du bloc orangiste inter-classiste et réactionnaire. Ce bloc, depuis plus d'un siècle, a été l'instrument principal de la domination impérialiste en Irlande du Nord.

Q. Quel est le but de ta visite en France ?

Nous nous sommes rendus compte de l'importance d'un mouvement de solidarité en Europe. Si nous pouvons construire ce mouvement cela aidera à la défaite militaire de l'armée britannique. Nous nous rendons compte que pour construire ce mouvement il est nécessaire d'expliquer clairement nos positions dans le reste de l'Europe.

CHAH...ROGNARD !

L'impérialisme français arme l'Iran. Le Monde du 28 février indiquait une livraison de 50 millions de francs. Au cours de sa visite à Paris, c'est une négociation portant sur 20 milliards de francs qui est à l'étude. Cet appui économique se double d'un appui au gouvernement fasciste en place.

Pour établir sa domination au Proche-Orient, l'impérialisme s'appuie sur trois gendarmes locaux : Israël, l'Arabie Saoudite et l'Iran.

Alors que le Chah fait une visite à Paris, il est important de situer son pays au sein de ce dispositif.

L'IRAN BRAS ARME DE L'IMPERIALISME

L'Iran possède un énorme potentiel économique et militaire qui lui permet de prendre l'offensive directe contre divers pays et mouvements de libération nationale.

- Depuis le 20 décembre 1973, l'armée iranienne intervient au Dhofar (aidé par d'autres régimes réactionnaires arabes) sous le commandement d'officiers britanniques. Il s'agit de casser la lutte du Front Populaire de Libération d'Oman et du Golfe Arabique (FPLOGA), lutte engagée depuis juin 1965. L'orientation du Front se dis-



Le Chah et Chirac à Marignac le 25 juin

tingue de celle des autres mouvements nationalistes arabes de la région. Elle met en avant « la lutte de classe commune des travailleurs arabes et iraniens contre l'impérialisme anglo-américain, la réaction arabe et iranienne ». Déjà 11 000 soldats équipés du matériel le plus moderne ont été engagés au Dhofar.

- En Jordanie, l'armée aide le boucher Hussein à combattre les mouvements clandestins de la Résistance palestinienne.

- En Ethiopie, elle appuie le « roi des rois » Haïlé Sélassié dans sa lutte contre le Front de Libération de l'Erythrée.

- Au Pakistan, il s'agit, par une aide militaire de soutenir Ali Bhutto qui tente d'écraser le mouvement national autonome Baloutchi.

- Enfin une intense propagande contre la République Populaire et Démocratique du Yémen vise à préparer une offensive prochaine.

LA DEFENSE DES INTERETS ECONOMIQUES DE L'IMPERIALISME

Cette politique agressive à l'extérieur s'accompagne de la plus

féroce répression à l'intérieur. Une police politique (SAVAC) de 60 000 hommes, dirigée par R. Helnis, ambassadeur américain, ex-responsable de la CIA, renforcée par des gendarmes, réprime toute revendication populaire ainsi que toute action politique des révolutionnaires.

Ainsi, il existe plus de 40 000 prisonniers politiques. 200 opposants au Chah ont été exécutés depuis 1971. Des centaines d'étudiants et d'ouvriers ont été assassinés au cours des interventions de l'armée contre les universités et les usines en lutte.

Cette répression permet au Chah d'assurer la sauvegarde des intérêts impérialistes (particulièrement des intérêts pétroliers) sans opposition structurée et publique dans le pays.

L'Iran assure l'extraction et le transports du Golfe Arabo-Persique en protégeant Bab-El-Mandeb, débouché des pipe-lines menacé par la RPD-Yémen et le mouvement de libération de l'Erythrée. De plus, il s'appuie sur les commandos kurdes de Barzani en lutte contre l'Irak. Il ne s'agit pas de défendre une lutte de libération mais de neutraliser l'Irak par une guerre civile et donc de maintenir les gisements découverts récemment dans les Emirats du Golfe et au Kurdistan sous l'hégémonie de l'impérialisme.

Enfin, l'Iran joue un rôle d'intermédiaire des investissements en Afrique (Soudan, Zaïre, Maroc, Sénégal en Inde, dans les pays arabes, etc...)

Ainsi, face à l'unité des forces contre-révolutionnaires (Impérialisme, Iran, réaction arabe, Israël) il s'agit de réaliser l'unité des révolutionnaires qui, par delà la politique de l'URSS, luttent résolument contre l'ennemi commun.

Pour les révolutionnaires, la solidarité avec les masses iraniennes opprimées est un devoir. Giscard reçoit le Chah d'Iran : il faut dénoncer l'impérialisme français marchand d'armes !

URUGUAY :

UN AN APRES LE COUP D'ETAT



Il y a un an, le 27 juin 1973, l'armée uruguayenne prenait directement le pouvoir : le parlement était dissous, la centrale syndicale CNT interdite. La classe ouvrière répondait par la grève générale avec occupation. Mais, trahis par le Parti Communiste, majoritaire dans la CNT, les grévistes reprenaient le travail sans rien obtenir. Au cours des mois suivants, l'état de la répression se resserrait. Tous les partis et organisations de gauche sont interdits depuis décembre 1973. La répression se fait plus dure.

Malgré cette répression, malgré une très grave crise économique, la résistance n'a pas cessé. Des mouvements revendicatifs ont eu lieu, les syndicats se sont maintenus et surtout, le MLN Tupamaros a repris ses actions sur des bases nouvelles. Dans le prochain numéro de Rouge, nous publierons un article sur l'évolution du MLN.

UNE CRISE ECONOMIQUE AIGUE

La crise que traverse le pays n'est pas une crise conjoncturelle, c'est une crise structurelle. Elle est la conséquence de sa situation de pays capitaliste dépendant vivant de l'exportation de matières premières (viande et laine). L'économie uruguayenne est entrée depuis bientôt vingt ans (après les booms successifs des deux guerres mondiales et de la guerre de Corée) dans une lente agonie qui s'accélère actuellement. L'augmentation du prix du pétrole a été l'un des facteurs de cette accélération. L'autre est la politique économique du gouvernement qui vise à accentuer le caractère agro-exportateur du pays, au détriment de l'industrie. Des secteurs entiers de l'industrie sont quasiment arrêtés (le textile en particulier). Mais cette politique tournée vers l'exportation se heurte à un obstacle important : la fermeture des marchés traditionnels de l'Uruguay. Le marché commun vient de se fermer à la viande uruguayenne et les USA importent peu. Pour stimuler les exportations, le gouvernement procède à des mini-dévaluations : celles-ci ont peu d'effet sur le volume des exportations mais elles entraînent un renchérissement des produits industriels importés et du pétrole, renchérissement qui frappe la consommation et l'industrie.

Dans une telle situation, le niveau de

vie des salariés est en baisse constante. De janvier 1973 à janvier 1974, les salaires ont augmenté de 33 % dans le secteur public et de 62 % dans le secteur privé tandis que les prix ont grimpé de 140 %. Le salaire des employés de banque a perdu près de 40 % de son pouvoir d'achat entre 1968 et 1974. L'Uruguay a depuis plusieurs années cessé d'être l'île de prospérité (relative et concentrée dans les centres urbains) au milieu de l'Amérique Latine. La misère, la mortalité infantile, la faim sont en plein développement.

DES CONTRADICTIONS AU SEIN DE L'EQUIPE DIRIGEANTE

La situation économique et les échecs politiques dans la recherche d'une base sociale, développement des contradictions au sein de la junte au pouvoir. Un fait significatif de ces contradictions est l'interdiction du congrès de la « Fédération Rural » (organisation des grands latifundistes) ; celle-ci critiquait la « timidité » des mesures favorables à l'agriculture, mais aussi, après le coup d'Etat, elle avait publié un manifeste en faveur de la démocratie, reflétant ainsi un secteur du parti blanco, ce lui de Ferreira Aldunate, secteur dans l'opposition.

La mort du président du conseil d'Etat (pouvoir législatif « remplaçant » le parlement), Martin R. Echegoyen, a aggravé la lutte des clans au sein de la bourgeoisie agraire : ces luttes en effet se circonscrivent entre différents groupes de latifundistes. Ces luttes de clan n'épargnent pas les militaires : récemment le général Chiappe Pose (représentant de la soi-disant tendance péruaniste) a été mis à la retraite, tandis que le général Cristi (de la tendance la plus réactionnaire) est devenu chef d'état-major. Enfin, il est possible que les militaires fassent de Bordaberry, le président élu et théorique chef de l'exécutif, le bouc émissaire et le démissionnement. Au cours d'une récente réunion de 11 généraux, son maintien a été voté par six voix contre cinq.

LA REPRESSION

Sur la répression, les généraux sont d'accord. Celle-ci ne fait que se durcir. La torture est depuis longtemps un instrument quotidien de la dictature. Mais un nouveau

pas vient d'être franchi. Par l'article 4 du décret 25092, l'assistance médicale — qui était dispensée par les médecins militaires — vient d'être retirée aux prisonniers politiques. Ce décret déclare : « Il ne convient pas de recevoir dans les mêmes locaux et avec les mêmes droits les citoyens qui défendent la patrie et ceux qui l'attaquent sauvagement ». Comme les prisonniers politiques ne peuvent faire appel à des médecins civils, cela équivaut à les laisser sans soins, alors qu'ils sont torturés, soumis à des mauvais traitements, mal alimentés et laissés sans hygiène. Les conditions de détention sont telles que, dans le camp de concentration de Libertad, un jeune détenu, Victor Hugo Padilla s'est pendu en laissant ce message : « Pardon, camarades, mais je ne supporte plus la tôle ».

LA POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE

Malgré cette situation, malgré l'arrestation de son secrétaire général, Rodney Arismendi, et la répression qui frappe ses militants, le Parti Communiste Uruguayen n'a pas changé de politique. Il suit toujours la ligne tracée en février 1973, quand les généraux avaient publié les démagogiques communiqués 4 et 7. A cette époque, le PCU menait une politique de soutien aux tendances « progressistes » dans l'armée. Aujourd'hui il place toujours ses espoirs dans les tendances péruanistes de l'armée. Il appelle à la formation d'un « gouvernement provisoire » comprenant civils et militaires. Dans une récente déclaration, la CNT, à majorité PC, a appelé « tous les Uruguayens honnêtes à s'unir pour renverser le président Bordaberry et les militaires de droite ». Au cas où Bordaberry serait écarté par les militaires, la CNT appelle à descendre dans la rue car « seulement avec les grandes masses dans la rue, comme au Portugal, l'éloignement de Bordaberry pourra impliquer aussi l'éloignement des chefs réactionnaires qui l'accompagnent et une réelle ouverture dans la voie du salut national ».

Ainsi, au moment où il est plus clair que jamais que l'armée est dans son ensemble, l'instrument de l'oligarchie (les seules divergences entre généraux sont d'ordre tactique) le PCU place toujours ses espoirs dans l'action des militaires « honnêtes » pour renverser la dictature.

Hugo SALVO

armée



UN SOLDAT HOLLANDAIS PARLE

ATTACHÉ MILITAIRE FRANÇAIS,
RETOUR DES PAYS-BAS -

interview d'un militant du BVD

A l'occasion des Assises anti-militaristes Internationales, Rouge a rencontré un représentant du BVD, organisation anti-militariste hollandaise regroupant les soldats sur une base de classe. Nous publions cette interview ci-dessous.

● Peux-tu nous dire brièvement ce qu'est l'armée hollandaise ? Quels y sont les droits des soldats ?

L'armée hollandaise regroupe à la fois les soldats de métier (environ 60 000) et des appelés (environ 45 000). Dans l'armée de l'air et dans la marine, il n'y a presque que des soldats de métier. Le service militaire est pratiquement obligatoire pour tous les jeunes hollandais et il dure 16 mois. Mais dans certaines classes, il n'y a qu'environ 1/3 des jeunes qui sont incorporés.

Si l'on compare notre armée à d'autres armées bourgeoises d'Europe on peut dire que nos soldats ont pas mal de droits : ils ont la solde la plus élevée d'Europe ; les restrictions en ce qui concerne la coupe de cheveux ont été supprimées (beaucoup de soldats portent à l'armée ostensiblement des cheveux plus longs que dans le civil) ; l'obligation du salut a été supprimée ; une fois que le service journalier est achevé on peut se promener en civil même dans la caserne. Officiellement, les activités politiques ne sont pas autorisées dans la caserne mais en fait on peut avoir pas mal d'activités politiques.

● Dans l'armée hollandaise il y a une sorte de « syndicat de soldats », le VVDM. Quelle fonction ce syndicat joue-t-il dans les luttes des soldats et comment se situe le BVD par rapport à ce syndicat ?

Le VVDM a été créé en 1966 et aujourd'hui il est devenu un interlocuteur reconnu pour le ministère de

la Défense. Environ 70 % des appelés sont organisés au VVDM. Les cotisations au VVDM sont directement prélevées par le ministère sur la solde de soldat et reversées au syndicat. Le VVDM a un journal qui paraît tous les 15 jours ; les soldats qui dans chaque caserne sont choisis comme délégués par les appelés sont exemptés de service. Au début de son existence, le VVDM luttait avant tout contre toutes sortes d'absurdités qui existent à l'armée. Au fil des années, il s'est présenté de plus en plus comme un véritable syndicat d'appelés qui défend les soldats dans tous les domaines. Dans les statuts du VVDM, on trouve la conviction implicite que l'armée doit être supprimée dans la société bourgeoise ; pour notre part, en tant que BVD, nous partons de l'idée que c'est la société bourgeoise elle-même qui doit être renversée. Jusqu'en 1969, le BVD était une organisation civile qui faisait de la propagande pour une objection de conscience motivée politiquement ; elle soutenait les objecteurs et défendait leurs intérêts. A l'occasion d'un congrès national tenu en mai 70, nous avons décidé de modifier cette orientation politique et de commencer à lutter contre le militarisme dans l'armée elle-même. Ce combat ne trouve pas sa motivation dans un anti-militarisme moral ou pacifique mais dans la conviction que l'armée est un instrument dans les mains des classes dominantes. Nous considérons que la contradiction encadrement-homme du rang est la contradiction principale au sein de l'armée. Dans les actions que nous entreprenons et dans notre journal mensuel, nous dénonçons la fonction de l'armée et opposons nos analyses à celles de l'en-

cadrement militaire et à la propagande bourgeoise. Le BVD n'a pas l'ambition d'être une organisation de masse mais une organisation de cadres composée de soldats et de citoyens socialistes. Chaque soldat membre du BVD est un membre actif du VVDM et fait en sorte que dans chaque caserne se développe des noyaux militants du VVDM.

● Peux-tu nous donner quelques éléments sur les luttes qui se déroulent dans l'armée hollandaise ? A-t-on assisté au développement de luttes débordant le cadre « syndical » ?

Il est bien évident que l'encadrement militaire et le ministère de la Défense ont toujours essayé d'utiliser à leurs fins propres le VVDM, mais toujours ces tentatives se sont heurtées à la combativité des soldats. Au début, les formes de lutte se réduisaient pour l'essentiel à la rédaction de requêtes ou de pétitions collectives. Mais par la suite on a assisté à des actions de boycott des repas à cause de la mauvaise qualité de la nourriture, à des actions nocturnes de « désertions collectives » pour protester contre l'inconfort des dortoirs, à des manifestations à l'intérieur et à l'extérieur des casernes, en uniforme ou en civil, et aussi à des grèves. La plupart des droits dont j'ai parlé plus haut ont été conquis de haute lutte par de telles actions notamment en ce qui concerne la coupe de cheveux, l'obligation du salut, la protestation contre la censure dans les casernes. Par exemple, il a fallu lutter plusieurs années pour obtenir la suppression de l'obligation du salut ; on a commencé en 70 par proclamer une journée nationale du Salut, conçue pour ridiculiser le salut militaire. Ensuite en 1972, on a instauré non plus un jour de salut mais un mois entier après que le ministère de la Défense ait annoncé une réforme de l'obligation du SALUT. Mais comme finalement cette réforme se réduisait à une limitation de l'obligation de salut, ce qui nous semblait insuffisant, beaucoup de soldats se sont mis en guise de protestation à refuser de saluer leurs supérieurs, si bien que finalement l'obligation du salut a été levée. A l'occasion de cette action, quelques dirigeants du VVDM ont été mis en prison et les rapports entre le VVDM et le ministère de la Défense ont tourné à l'aigre.

● Est-ce que le BVD intervient exclusivement sur des thèmes anti-militaristes ou bien en-

treprend également des actions d'un contenu anticapitaliste plus général en direction des appelés ?

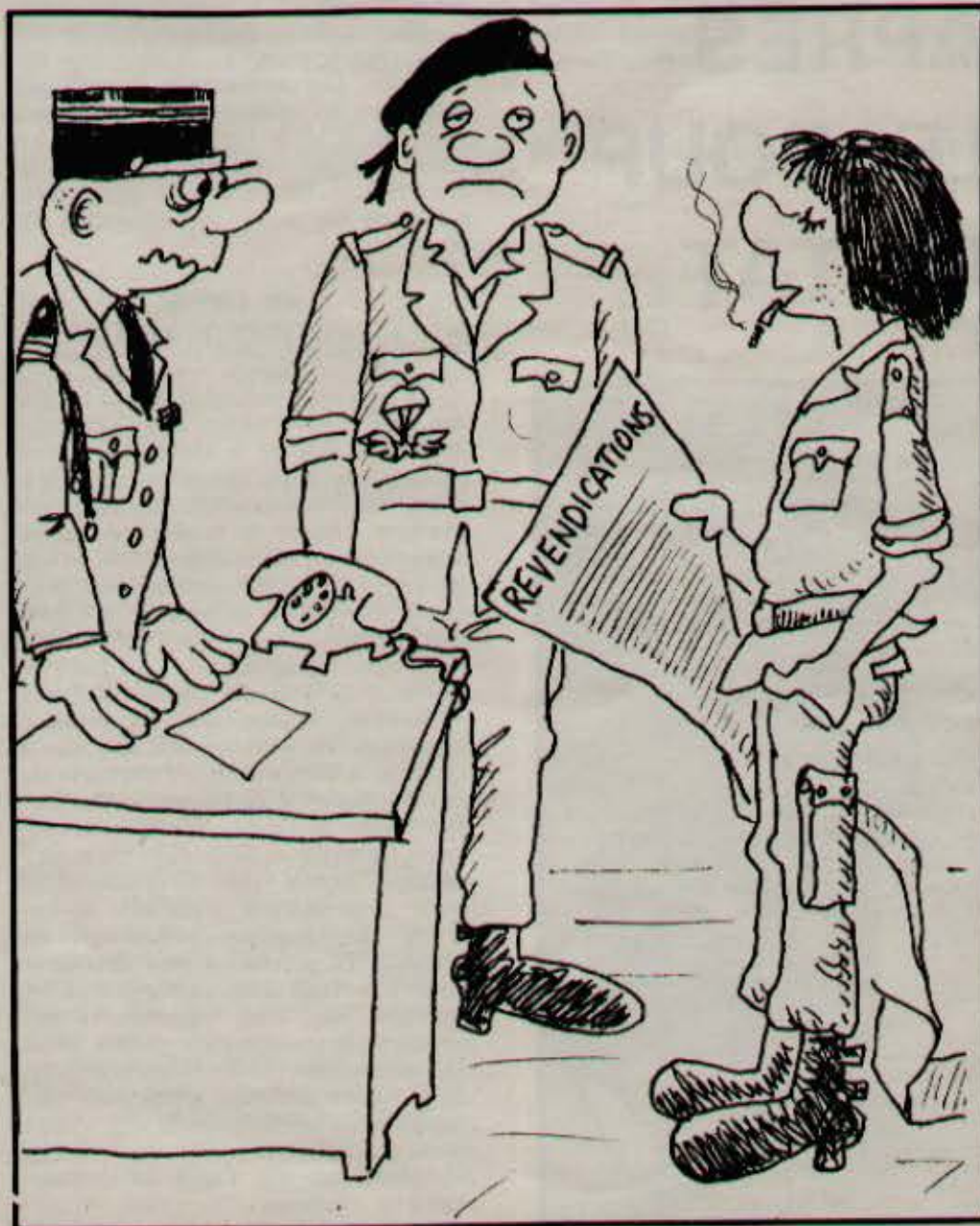
Pour l'essentiel nous nous limitons à la propagande anti-militariste mais pas dans un sens étroit. Ainsi, nous avons publié de nombreux articles dans notre journal contre le putsch au Chili et nous avons lancé une pétition parmi les soldats appelant à une grève de solidarité avec le peuple chilien dans les casernes. Mais finalement cette grève n'a pas eu lieu parce qu'en dernière minute elle a été interdite par le ministère.

● Quel sens donnez-vous à la proposition que vous avez faite au mouvement anti-militariste européen d'une manifestation européenne contre l'OTAN les 21 et 22 novembre à Utrecht, en Hollande ?

Pour nous, cette manifestation doit contribuer à renforcer le mouvement des soldats à l'échelle européenne. C'est pour cela que nous avons invité exclusivement des groupes qui travaillent en direction de l'armée. Ce rassemblement constituera une réponse au renforcement de la coordination atlantiste que réalise l'OTAN et qui s'efforce d'étouffer les revendications des soldats. En tenant ce rassemblement, nous voudrions inciter la gauche dans tous les pays à se préoccuper davantage du problème de la formation d'une armée bourgeoise européenne.

● A votre avis quels doivent être les mots d'ordre centraux de cette manifestation ?

Evidemment les mots d'ordre principaux doivent être dirigés contre l'OTAN et l'on pourrait les résumer de la façon suivante : solidarité internationale des soldats contre la solidarité internationale des généraux ! Nous trouverions bienvenu que les organisations qui se rassembleront à Utrecht adoptent une résolution contre l'impérialisme européen. Egalement, nous pensons qu'il serait intéressant que les autres organisations se soucient des tendances croissantes de la hiérarchie militaire à mettre sur pied des armées de métier. Nous n'avons pas encore pris de résolution ferme. Nous espérons que le rassemblement servira à prendre de telles résolutions.



230 NOUVELLES SIGNATURES

LA PARADE DES PETITES TÊTES D'OISEAU

Enfin les petites têtes d'oiseau du Ministère de la Défense Nationale ont trouvé la parade à l'appel des 100 ! La recette est simple. Dans un premier temps, détecter les meneurs, les super-gauchistes qui ont introduit cette pétition dans les casernes. Comment faire ? Facile : est meneur tout signataire dont le dossier chez les gendarmes est suffisamment substantiel. Dans un deuxième temps muter l'agitateur dans une caserne « tranquille » située le plus loin possible du lieu où il exerça ses redoutables talents. Ainsi, tel signataire d'Offenbourg se retrouve à Draguignan. Tel autre de Sarrebourg à Périgueux !

Pour faire bonne mesure, on infligera de 20 à 30 jours d'arrêt au coupable présumé.

En voilà de la belle et grande politique ! Et d'abord de quel droit les flics du Ministère de la Défense Nationale s'arrogent-ils le droit de choisir parmi les 800 signataires actuels la poignée de vrais coupables ? D'infliger (avec quel « motif » ?) des jours d'arrêt à certains signataires et pas à d'autres ?

Mais il faut bien y mettre le prix pour que l'ordre règne enfin dans le contingent. L'Ordre ? Pas sûr. Ce n'est pas pour rien que 200 nouvelles signatures ont été collectées en l'espace d'une semaine ; que la contagion s'étend sans cesse dans de nouvelles casernes ; ce n'est pas pour rien qu'au Mans, la ville aux 250 signatures, la Sécurité Militaire fouille toutes les armoires et menace de mille morts 2 soldats qui avaient eu le malheur de détourner... 2 grenades en plâtre.

Et puis, est-il bien prudent de disperser aux quatre coins des quelques garnisons encore réputées tranquilles de si dangereux agitateurs ? N'est-ce pas ouvertement faire le jeu de la subversion ? Monsieur Soufflet ferait bien de surveiller d'un peu près ses collaborateurs.

3è Régiment de Hussards de Pforzheim : MAILLET Guy, HOCHIN Jean-Luc, GOURIOU Jean-Luc, MAFFREINGUE Jean-Luc, LESNE Benoit, REBOURS Felix, TESSIER Didier, PELFINI Jean, DIGIAUD Jean-Marie, GADOMSKI Bernard, PHILIPPE Marcel, NOWACZYK Richard, GARETTE Denis, FOURNIER Eric, WOLINSKY Didier, SEIFFERT Robert, GRESSARD Gilles, BUCHOT Serge, BERTHET Gérard, JOIGNANT, MISTRORIGO Jean-Yves, POUSETT Joël, RICHART Charles, VERZELEM René, GWISDZ Patrick, LOCURATOLO Jacques, RONDEAU Jean-Luc, TROADEC Patrice, ESCHLIMANNE Eric, MOLIN Jacques, GREGOIRE Patrick, CORION Jean-Marc, LASSOURCE Jean-Louis ; NANCY : 26è R.I., 30 signataires de l'appel des cent : 2è classes MANFRED, ABBAD, HERSANT, MUNCH, ABRIOUX, EZJMAN, PORTANTE, PINAZZI, RUER, MESSBACH, ARGENCE, MESSIE, RICCARDI, TERON, 1ère classes ROBERT, CHRETIEN, CAMPION, FAUCHERANT, CAPORAUX POIREL, GUERAS, MAIRE, FINNETO, MAURY, GEORGES, ANDRE, sergents GARNIER, VIRGINI, MAUDUIT, KLEIN, SAMBLAT ; BOSSUAT GCR 801, LABERENNE, DUBILLY Jean-Louis, G.C.R. 801 ; 2è RIMA, Le Mans : 2è classes PILLARD, JEAN Jean-Marie, GOILLANDEAU Pierre, LOGEAS, GIRAUD, GUERIN, LE DRU, GUERILLOT, LE DRU F. LABROT, BROSSART, DENIS, DIAZ, OLIVIER, GLAZIOU, CHEVEREAU, DITTIERE, DIVARET, FILLETTE, DORE, MARSALUT, OMNES Alain, caporaux CHABIN, DUBOIS LAON, QUARTIER MANGIN ; 2è classes ETCHEVERRY, LAMPS, DECROIX, LEBLEU, PEROZ, FROMENT, GRENOT, MERAUT, BAHIOU, BRAINVILLE, RICHARD, PICHOT, DESFACHELLES, PERRAULT, DHORNES, VANDEVYVER, CAMEL, BAZIRET, CREPIN, CHAIMPAINNE, MINEL, PIETRAS, DORENT, BACZKIEWICZ MUNIER, LEGUEN Jean-Luc, DEFER Fran-

cis, DONEL Francis, EMPEREUR Gilles, DAVID Jean-Michel, CAMIO Jean-Yan, BARBUSSE Hubert, DUCLOT Lionel, 1ère classes LEFEVRE Alain, FRAMERY Guy, QUANDALLE Bernard, WATTIER, VALOUR Jean-Jacques, caporaux JASPART PEROZ, KUSENI Philippe, VERSCHAVE, LARCHER, MASS Serge, MASSO Jean-Claude, MORHANGE ; KINNEL, COSSON, SCHALLER, NOURRIER, GUAINDRE, VIGNAUD, KRANER, NOUGEOT ORLUC, MANTEAU, RICAUD, CHARPIOT, WAGNER, POTIER, MESLARD Dominique, sergent BOSSER Jean-Luc, caporaux-chefs LE COUTOUR Louis-Marie, MICOIN Joël, POINT Robert, CHATEL Marc, caporaux BIESLIN Guy, KERVAN Hervé ; 9ème RCP 2è classe HINOT Alain ; BA 101 FRANCAZAL : caporaux IZOULET Jean-Claude, THEDIE Bernard ; SIRPA Marine PARIS ; HERY Philippe, TREZINY Henri ; BA 901 DRACHENBRONN ; 2ème : CLASSES DUQUESNOIS, BOUR, GAERTNER, SOURY, HAELEBERG, FELTEN, RAGAIGNE, DONDON, GODIN, KONZ, PY, MAGRET, BASSALER, GAUDIN, DINCHER, BATTIVELLI, BROQUET, JOUILLOT ; 1 ER RIMA, GRANVILLE : soldats BROSSET Michel, DROUVOY Gérard, MER Rémy, MOREAU Daniel, MOREAU Denis, LECHARTIER Jean-Paul, TCHAO Jacques, TALHOUARN Yves, MILOT Jean, WALTER, MONTALANT, DREUX, SIMEON, CHAUDEMANCHE, caporaux SOLARO, ANDRE, caporaux-chefs MARTIN, RONDEL, LAURENT, HOURDEAUX, 2è classes HOLDERER Hervé, DELATTRE Philippe, DALIBERT Patrick, SOYER Gérard, TAFFIN Marc, BAZOUGE Pascal, DAVID Alain, caporal-chef VOYARD Didier, LAUNAY, VERMEULEN, PETIT, PHILBERT, DUBILLON, BLONDEL, LE ROUX, BIGNON, BEUDIN, BRAUD, caporaux RINAUDO, JANTZEIM Brives, 126è R.I. : 1è cl. VALLET, 2è cl. CHOUTEAU Verdun, 54è RCT : 2è TRS SEDE

St DENIS : LE CAMP DES MORPIONS SE RENFORCE

Le mardi 25 juin le comité de soutien à Claude Caillibotte tenait une réunion publique à St Denis. Une centaine de personnes étaient présentes et ont activement participé au débat.

Après les déclarations du comité et du père de Claude Caillibotte, un premier débat s'est engagé sur l'unité du mouvement, l'importance d'associer à notre lutte l'ensemble du mouvement ouvrier.

C'est alors qu'intervint le secrétaire du Mouvement de la Paix de St Denis qui demanda sa participation officiellement au comité. Il regretta l'absence de la municipalité et du PC et s'engagea à reposer le problème au conseil municipal. Les « chasseurs de morpions » du PC qui se sont retirés du comité, vont se trouver devant une nouvelle situation délicate : soit faire preuve de sectarisme ce qui entraîne une perte d'audience auprès d'organisations dont ils se sont toujours entourés, soit revenir, ce qui serait la meilleure solution, mais qui les obligerait à travailler avec des « gauchistes »...

Le débat s'est poursuivi sur l'armée, les conditions de vie des soldats, la

santé dans les casernes. Un signataire de l'Appel des « 100 » est intervenu pour expliquer qu'il était possible de lutter dans les casernes, et que si l'antimilitarisme civil est une chose très importante pour les soldats eux-mêmes, la lutte dans les casernes est essentielle.

Face à cela, divers militants de l'AJS-OCI sont intervenus pour expliquer que seule l'unité des organisations ouvrières et la prise en charge par elles des revendications des soldats pourra permettre que leurs droits soient reconnus.

Tout le monde peut être d'accord si on n'oublie pas le travail dans l'armée ; en fait cette position cache le refus de prendre en charge ce travail dès maintenant et renvoie la lutte antimilitariste au jour hypothétique où le PC le prendra en charge.

Le Comité s'est engagé à prendre contact avec les autres comités existants comme le comité Michel BRAU, à continuer un travail de propagande.

Une résolution a été adoptée adressée au Ministère des Armées, une autre aux organisations ouvrières non partie prenante du Comité.

Le combat continue !

Correspondant.

TROIS MOTIONS SYNDICALES

Le congrès national du SNCTP (FEN) réuni les 10, 11 et 12 juin 1974, compte tenu de l'arrestation et de la mise au secret de plusieurs soldats et marins de Toulon, Reims, Mourmelon, menacés des tribunaux militaires pour avoir tenté d'obtenir pour le contingent les droits élémentaires de tous les citoyens,

s'élève contre l'actuelle répression qui sévit dans les casernes, exige la libération immédiate des emprisonnés,

et demande les libertés d'information, d'organisation et d'expression pour tous les soldats du contingent.

Le SNCTP demande à la FEN de prendre d'urgence position sur cette question qui s'inscrit dans les motions du dernier congrès fédéral.

Vote des délégués à main levée :
unanimité
moins 1 contre
moins 2 abstentions

CFDT-DEGREMONT

A l'occasion de la campagne électorale, 100 soldats ont fait connaître publiquement leurs revendications :

- Libre choix de la date et du lieu d'incorporation entre 18 et 25 ans.
- Solde égale au SMIC, gratuité des transports.
- Résiliation possible, à tout moment, du contrat des engagés.
 - Sorties libres en dehors des heures de service.
- Suppression des brimades.
- Permissions hebdomadaires.
- Liberté d'information et d'expression politiques.
- Libre choix de la tenue civile en dehors des heures de service.
- Dissolution de la Sécurité

Militaire.

- Suppression des tribunaux, sanctions, prisons, camps spéciaux militaires.

Depuis, plusieurs centaines de soldats, marins et aviateurs ont signé cet appel.

Face à ces revendications pour des droits élémentaires, la hiérarchie militaire répond par la répression contre les signataires de ce texte.

La section CFDT DEGREMONT exprime son soutien à cette initiative et réclame la satisfaction rapide de ces revendications.

Le Congrès du Syndicat National des Instituteurs du Loir et Cher réuni le 19 juin 1974.

Considérant l'arrestation et la mise au secret de plusieurs soldats et marins à Toulon, Reims, Mourmelon, Bitche, menacés des tribunaux militaires parce qu'ils ont lutté pour que soient garantis aux soldats du contingent les droits élémentaires de tout citoyen :

Soutient les revendications mises en avant par les soldats eux-mêmes :

- Suppression des brimades
- Suppression des tribunaux militaires et de toutes sanctions
- Libre choix du lieu et de la date d'incorporation entre 18 et 25 ans
- Solde égale au SMIG et gratuité des transports
- Liberté totale d'information
- Liberté d'organisation politique et syndicale
- Obtention de permissions hebdomadaires.

s'élève contre l'actuelle répression qui sévit dans les casernes.

Demande la libération immédiate des emprisonnés.

Motion votée à l'unanimité des présents.

Le patron de France Alu (Cannes) croyait avoir trouvé une bonne combine pour se débarrasser d'un jeune travailleur et faire un licenciement à bon compte. En effet, un jeune revenant de l'armée s'est vu signifier son licenciement sans autre forme de procès.

La riposte ne s'est pas faite attendre : depuis le 15 juin, les travailleurs de France Alu sont en grève illimitée pour exiger la réintégration de leur camarade. Voici le tract commun qu'ont diffusé les sections CGT et CFDT.

CGT CFDT
non aux licenciements
non au chômage après la quille

UN JEUNE OUVRIER DE FRANCE ALU AYANT FAIT SA PERIODE OBLIGATOIRE SOUS LES DRAPEAUX SE VOIT "LICENCIÉ" CAR ON LUI REFUSE LA REINTEGRATION DANS L'ENTREPRISE (prevue par la loi) SOUS LE PRETEXTE DE SUPPRESSION DE POSTE.

CE QUI EQUIVAUT A UN LICENCIEMENT

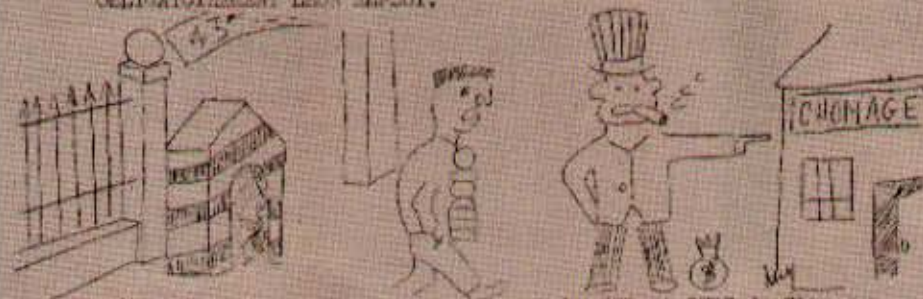
APRES AVOIR CONSULTÉ L'INSPECTEUR DU TRAVAIL POUR SAVOIR COMMENT S'ENFUYER A CETTE OBLIGATION DE LE REINTEGRER, LA DIRECTION LUI A ECRIT ETANT ENCORE A L'AGE QUE SON POSTE ETAIT SUPPLIE.

EN FAIT L'ENTREPRISE A DUTÉ D'ADAPTER LES CADRES AU LAXIS, DE REUIRE L'EFFECTIF AU NIVEAU D'OUVRIER, CRAINANT AINSI LES CONDITIONS FAVORABLES A DES LICENCIEMENTS.

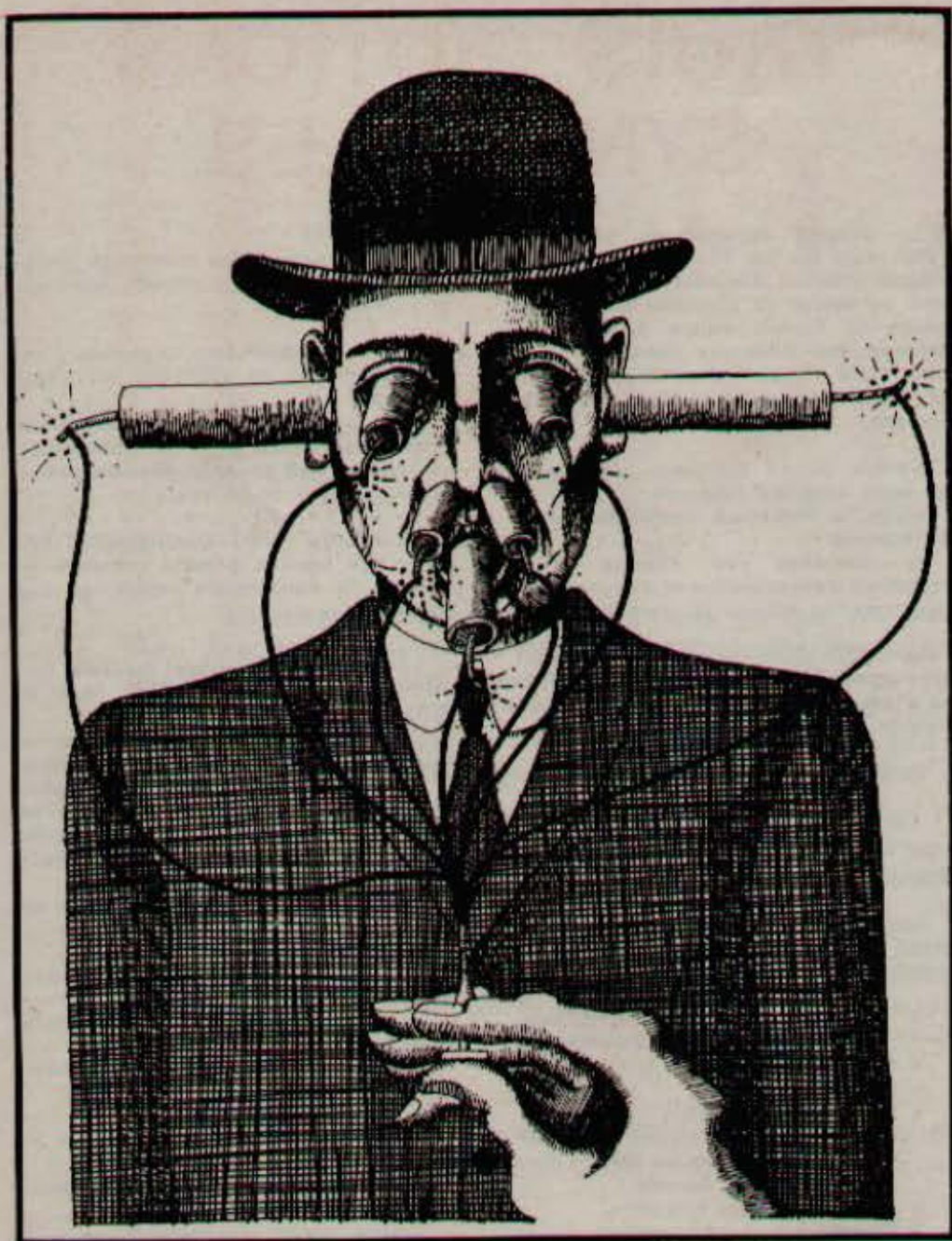
NOUS FAISONS APPEL A LA SOLIDARITE DE TOUS LES JEUNES ET DE TOUS LES TRAVAILLEURS, CAR DANS TOUTES LES ENTREPRISES LES JEUNES SONT OBLIGES DE FAIRE LEUR SERVICE MILITAIRE ET NOUS DEVONS OBLIGER LES PATRONS A LES REINTEGRER DES LEUR RETOUR DE L'ARMEE.

NOUS DEMANDONS EN QUERE ILLIMITEE DEPUIS LE 15 JUIN

- POUR LA REINTEGRATION DE NOTRE CAMARADE
- POUR LE DROIT AUX JEUNES QUI REVIENTENT DE L'ARMEE DE RATOUPER OBLIGATOIREMENT LEUR EMPLOI.



Soutien financier aux grévistes et aux U.L. CGT et CFDT de Cannes



ENERGIE

UN DOSSIER CONTROVERSE

ROUGE s'était inspiré pour son dossier Energie de la Brèche, organe de la Ligue Marxiste Révolutionnaire, section suisse de la IV Internationale. Nos camarades ont reçu un courrier critique dont ils publient une lettre dont le thème principal pourrait être résumé comme suit :

« Vos conclusions sont premièrement trop négatives, deuxièmement ne tiennent pas compte des effets bienfaits de cette énergie (rayons X) et enfin ne traitent pas de la nécessité ou non nécessité de cette énergie pour le développement des forces productives ». Nous publions la réponse de LA BRECHE.

S. a raison de parler des rayons X et de dire que leurs bienfaits dépassent leurs méfaits. Fondamentalement, les raisons avancées contre l'énergie nucléaire dans le premier article sont valables contre l'utilisation des rayons X, que pourtant, il nous paraît aberrant de refuser. Parce qu'il n'existe aucun moyen de les remplacer. On ne peut donc que réclamer leur emploi avec le maximum de mesures de sécurité.

Si nous constatons, comme S. pense pouvoir le faire, que l'énergie nucléaire est indispensable pour couvrir les besoins énergétiques qu'implique le développement futur nécessaire des forces productives, du fait de l'absence de source d'énergie alternative, nous ne pourrions qu'avoir la position de Lew Kowarski, l'un des pères de l'énergie nucléaire, ancien directeur au CERN, qui porte sur les dangers de l'énergie nucléaire le même jugement que les adversaires de cette énergie. Mais, parce qu'il pense que rien ne peut le remplacer, il prend position pour le maximum de mesures de sécurité, le choix de la technologie à son avis la plus sûre, le réacteur canadien à réacteur naturel, et le refus des surgénérateurs (« Tribune de Genève », interview, 21.2.74).

Car il est clair pour nous, marxistes, qu'un développement gigantesque des forces productives et de la masse des richesses de l'humanité est nécessaire. L'abondance matérielle est une précondition essentielle au socialisme, car la lutte pour la vie qu'engendre nécessairement la pénurie a fait échouer toutes les expériences de révolutions égalitaires dans l'histoire de l'humanité, en recréant la division de la société en classes. De plus, une semaine de travail très courte (10 à 20 heures) — liée à l'abondance matérielle, cela exige une croissance encore considérable des forces productives — est une précondition essentielle pour que la population entière ait le temps de s'occuper de la gestion démocratique par tous de la société socialiste et des instruire pour cela.

Dans ce sens, si ce développement nécessaire des forces productives et la satisfaction de tous ces besoins étaient au prix du nombre résiduel de morts et de maladies que même l'emploi du minimum nécessaire d'énergie nucléaire avec le maximum de précautions ne saurait empêcher, le paiement de ce prix pourrait être justifié. Au même titre que le tribut résiduel en accidents du travail que coûtera toujours l'emploi de machines, malgré le maximum de mesures de sécurité. Mais bien sûr, dans une société socialiste, ce serait à l'ensemble des travailleurs de décider démocratiquement, sur la base du maximum d'informations scientifiques, si ce prix est moins important que les avantages qu'il rend possibles, et s'il doit être payé.

Mais parce que l'industrie nucléaire n'est pas indispensable à la poursuite de la croissance des forces productives — cet article doit servir à le démontrer — nous estimons qu'aucune maladie et aucun mort causés par l'énergie nucléaire ne peuvent se justifier.

Cet article doit aussi démontrer que, contrairement à ce que croit S., les besoins énergétiques découlent bien, dans une mesure importante, de l'organisation capitaliste de la société et non de son caractère industriel, et que les marxistes remettent en cause moins le taux de croissance que les formes et les priorités de cette croissance.

TECHNOLOGIE ET POSITIONS POLITIQUES DES MARXISTES

Une autre situation pouvait théoriquement être envisagée, et nous l'avons envisagée : que les moyens technologiques permettant l'élimination des dangers particuliers de l'énergie nucléaire (surtout les effets génétiques) existent, mais ne soient pas mis en œuvre par les capitalistes, afin de préserver leurs profits. Si cela était le cas, nous devrions conclure à un refus conditionnel de l'énergie atomique « pour autant que ces moyens technologiques ne soient pas mis en œuvre » ou à un refus de l'énergie nucléaire en système capitaliste « parce que les mécanismes du capitalisme créent fatalement l'insécurité de l'énergie nucléaire ». Sur la base de la documentation que nous avons consultée, nous avons analysé que ce n'est pas le cas et que l'énergie nucléaire est une technologie prématurée. Evidemment, on ne peut préjuger de ce que peut apporter le progrès technologique futur, même si la nature des « imperfections technologiques » de l'énergie nucléaire permet difficilement d'imaginer aujourd'hui leur élimination.

Les marxistes, depuis la seconde guerre mondiale, ont abondamment parlé de l'énergie nucléaire comme exemple des potentialités du progrès technologique. Ils considéraient comme tout le monde l'énergie nucléaire comme le symbole du progrès scientifique.

Les marxistes doivent aujourd'hui reconnaître le fait que l'énergie nucléaire est une technologie prématurée. Cela ne les contraint pas à réviser leur conception qui fonde la nécessité et la possibilité du socialisme sur le progrès technologique.

A la suite du dossier « Energie nucléaire », Rouge a reçu des lettres critiquant la position erronée de l'article. Nous en publions de larges extraits qui nous l'espérons, amorceront un débat qui dépasse le problème spécifique de l'énergie nucléaire.

Nous affirmons et venons expliquer notre désaccord avec la méthode des auteurs de l'article qui nous paraît entaché d'idéalisme et qui amène à des conclusions apolitiques, totalement incorrectes.

Ces conclusions ont dû sembler à beaucoup de lecteurs comme fort peu convaincantes, leur apparaître comme franchement irrationnelles et leur rappeler « la grand-peur des villes de province à l'arrivée du chemin de fer ». Le résultat a vraisemblablement été inverse au but recherché : poser le problème absolument réel, des conséquences immédiates et à long terme d'un choix technique. En particulier lorsque ce choix est effectué dans le cadre du système capitaliste.

L'article insiste sur la pollution radio-active par rapport à la pollution « classique » :

— Stockage de déchets indestructibles.

— Effets génétiques de la radiation.

Contrairement à ce qu'affirme l'article l'utilisation de l'énergie nucléaire ne pourra jamais être parfaitement dominée un jour et utilisée sans danger. L'utilisation de l'énergie nucléaire conduira irrémédiablement à l'élévation du niveau de radioactivité... Est-ce la raison pour refuser son utilisation ?

Abordons le problème du choix en société socialiste : les choix économiques que fera une société socialiste devront prendre en compte une série de facteurs sociaux-économiques, politiques, et les intérêts véritables de l'homme ne seront pas déterminés par le rayonnement génétique ou le problème de stockage des déchets radio-actifs à l'échelle de l'histoire de l'humanité.

Aucun choix n'a que des aspects positifs. Il pourra sembler préférable — mais ce sera un choix humain — de produire de l'énergie par voie nucléaire que de vivre dans le sous-développement...

... Toute action sur la nature de la part de l'homme entraîne une modification de cette nature donc des changements chez l'homme (psychologiques et physiques).

L'ensemble de ces conséquences ne peut être connu a priori.

De même, les risques d'accident existeront toujours en régime socialiste. Ils peuvent être supprimés avec certitude.

L'expression de l'article « ainsi, alors que l'enjeu est si terrible, il n'est plus possible d'engager de paris sur l'avenir... »

Les auteurs nous laissent espérer une société où tous les choix seront assurés à 100 %, jamais de paris sur l'avenir, « si faibles soient-ils ».

Ils ne nous donnent pas un monde à construire mais la certitude divine à réaliser. Dans quel journal sommes-nous tombés ?

ET DANS LE SYSTEME CAPITALISTE ?

Refuser aujourd'hui la construction de centrales sans placer cette action dans un cadre plus vaste en proposant en particulier une solution alternative revêt un caractère malthusien qui ne permet ni de remettre en cause le système capitaliste, ni de faire entrevoir une société socialiste aux travailleurs.

La dénonciation de la loi du profit sur la pollution est très rapidement comprise par les travailleurs et contribue à leur prise de conscience anticapitaliste si on est capables de présenter des alternatives... Ce sont des mots d'ordre de contrôle par les travailleurs qu'il nous faut actuellement adopter.

— A un niveau propagandiste d'abord, dénoncer qu'un choix technique aussi important soit effectué par une classe sociale pour répondre à ses besoins exclusifs.

— A un niveau agitateur les conséquences de la recherche du profit maximum sur la sécurité :

— Problème des conditions de travail.

— Contrôle des rejets gazeux (rivières)

— Contrôle des transports, des stockages de déchets.

Chacun de ces objectifs peut entraîner la mobilisation des travailleurs et susciter une réflexion de masse sur les fondements des choix économiques entièrement définis par les besoins d'une classe en système capitaliste mais toujours contradictoires en ce qui concerne les conséquences sur l'homme.

Réflexion qui préparera les travailleurs à la gestion de la société socialiste où tout n'ira pas en termes de bien et de mal.